



PREFET DE L'OISE

Direction Départementale
Des Territoires de l'Oise

Service de l'Eau, de l'Environnement et de la Forêt
Bureau Politique et Police de l'Eau

ARRETE PREFECTORAL
PORTANT AUTORISATION AU TITRE DES ARTICLES
L. 214-1 A L. 214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

CONCERNANT

**LE RENOUELEMENT D'AUTORISATION DU PERIMETRE D'EPANDAGE
DES BOUES ET COMPOST DE BOUES DE L'USINE D'EPURATION DU SYNDICAT
INTERDEPARTMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION
PARISIENNE DE SEINE AVAL (SIAAP Seine Aval)**

DOSSIER N° 60-2015-00117

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la directive européenne 86/278 modifiée du 12 juin 1986 relative à la protection de l'environnement lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article L.214-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation en l'application de l'article L.214-3 du code de l'environnement ;

VU le décret 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnés aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret 97-1133 susvisé ;

VU l'arrêté du 23 juin 2014 relatif au Programme d'Actions Régional (PAR) en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en Picardie ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au Programme d'Actions National (PAN) à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU la demande déposée le 18 décembre 2015 par le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne, (SIAAP) en vue d'être autorisé pour le recyclage agricole des boues et compost de boues de l'usine d'épuration Seine Aval ;

VU l'avis défavorable du 29 novembre 2016 de la Chambre d'Agriculture de l'Oise ;

VU l'avis favorable du 30 novembre 2016 de l'Agence Régionale de Santé des Hauts de France ;

VU l'avis favorable du 02 décembre 2016 de l'Agence Française pour la Biodiversité ;

VU l'avis favorable du 06 décembre 2016 du bureau de la Commission Locale de l'Eau Oise - Aronde ;

VU l'avis réputé favorable du bureau de la Commission Locale de l'Eau Sage Nonette ;

VU l'avis réputé favorable du bureau de la Commission Locale de l'Eau Sage Automne ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 07 février 2017 ;

VU l'avis favorable du 23 février 2017 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de l'Oise (CODERST) ;

VU l'avis favorable du 15 mars 2017 du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne de Seine Aval ;

CONSIDERANT que le suivi des épandages fait l'objet annuellement d'un suivi agronomique sur les sols permettant de s'assurer de l'innocuité des épandages sur les sols et les plantes ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires de l'Oise ;

ARRETE

ARTICLE 1 – Caractéristiques générales de l'activité

Le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne est autorisé à épandre dans le département de l'Oise conformément au projet du plan d'épandage remis le 18 décembre 2015, les boues et compost de boues provenant de la station d'épuration du SIAAP Seine Aval sous réserve du respect des prescriptions suivantes.

Cette activité d'épandage relève du régime d'autorisation en vertu de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.216-3 du code de l'environnement, rubrique 2.1.3.0., alinéa 1 :

« Epandage des boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produite dans l'unité de traitement considérée présentant les caractéristiques suivantes : quantité de matières sèches supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an ».

La production globale de Seine Aval, est d'environ 100 000 tonnes par an de matières brute dont 90 000 tonnes de boues thermiques, avec 13 000 tonnes épandues dans le département de l'Oise.

ARTICLE 2 – Production

Les boues produites sur le site font l'objet d'un conditionnement thermique et d'une déshydratation par filtres-presses. Elles sont stockées dans l'enceinte de l'usine avant leur dépôt temporaire en tête de parcelle pour un épandage en l'état. Les boues produites sont des boues solides, stabilisées et hygiénisées. La conformité des boues à la valorisation agricole est vérifiée avant toute évacuation.

Le tonnage annuel valorisable en agriculture dans l'Oise par épandage est limité au maximum à 13 000 tonnes de boues et compost de boues issues de l'usine d'épuration Seine Aval du SIAAP.

ARTICLE 3 – Périmètre d'épandage

Les îlots autorisés pour l'épandage sont ceux du dossier déposé le 18 décembre 2015, joint en annexe.

La surface totale autorisée pour l'épandage dans l'Oise est de 6 622,37 ha épandable, pour un périmètre global de 6 787,07 ha, répartis sur 87 communes et 46 exploitations agricoles.

ARTICLE 4 - Provenance des boues

Les boues proviendront uniquement du site Seine Aval du SIAAP.

Le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne devra disposer et tenir à disposition de la police des eaux de l'Oise, toutes les autorisations de rejet délivrées par les collectivités qu'elle draine et régissant les rapports avec les usagers non domestiques, conformément à l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015. Un rapport annuel sera fait sur l'évolution de ces autorisations.

ARTICLE 5 - Prescriptions relatives au plan d'épandage

5.1 – Règles applicables à l'épandage

L'épandage est autorisé selon les plans et données techniques figurant dans le dossier de demande d'autorisation et tant qu'il n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur au traitement des boues et au périmètre d'épandage doit être portée à la connaissance du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Au cas où l'exploitation des boues et leur épandage seraient confiés à une société par le pétitionnaire, le service chargé de la police des eaux devra en être saisi au préalable. Il en sera de même en cas de changement d'exploitation, ou de modification significative du traitement des boues.

Le transport et la livraison des boues séchées thermiquement seront assurés par des camions ou des attelages tracteurs/bennes agricoles évitant toute déperdition de produit pendant le transport.

5.2 - Suivi de l'épandage

La conception et la gestion des épandages devront être réalisées selon les modalités des articles 2 à 8 de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles.

La Chambre d'Agriculture de l'Oise, le Service de Police des eaux seront associés au suivi et seront destinataires :

- des autorisations de rejet régissant les rapports entre les collectivités et les usagers non domestiques et définissant les modalités des contrôles ;
- des conventions liant le SIAAP ou son mandataire aux agriculteurs ;
- du programme prévisionnel d'épandage défini à l'article 3 de l'arrêté du 8 janvier 1998 ;
- du bilan qualitatif et quantitatif des boues épandées ;

→ du bilan agronomique ;

→ d'une copie du registre d'épandage et des fiches apports.

Le pétitionnaire fournira aussi un document où seront positionnés les ouvrages d'entreposage des matières à épandre pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible. Ces ouvrages seront conçus conformément à la réglementation en fonction de la qualité des boues.

Les doses d'apport seront au maximum de 30 t/ha de matières sèches sur 10 ans.

Les maires des communes où a lieu l'épandage seront rendus destinataires chaque année d'un programme prévisionnel d'épandage concernant leur territoire et de la fiche apport caractérisant les boues. Ces documents permettant aux élus d'émettre des remarques avant la campagne d'épandage.

5.3 - Qualité des boues.

Outre les spécifications contenues dans les articles 11 à 13 de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, les boues ne pourront être épandues si les teneurs en éléments traces métalliques des sols dépassent l'une des valeurs limites suivantes :

Valeurs limites de concentration en éléments-traces dans les sols

| ELEMENTS-TRACES DANS LES SOLS | VALEUR LIMITE en mg/kg MS |
|-------------------------------|---------------------------|
| Cadmium | 2 |
| Chrome | 150 |
| Cuivre | 100 |
| Mercure | 1 |
| Nickel | 50 |
| Plomb | 100 |
| Zinc | 300 |

Flux cumulé maximum en éléments-traces apporté par les boues pour les pâturages ou les sols de pH inférieur à 6

| ELEMENTS-TRACES | FLUX MAXIMUM CUMULE apporté par les boues sur 10 ans (g/m ²) |
|---------------------------------|--|
| Cadmium | 0,015 |
| Chrome | 1,2 |
| Cuivre | 1,2 |
| Mercure | 0,012 |
| Nickel | 0,3 |
| Plomb | 0,9 |
| Zinc | 3 |
| Sélénium (*) | 0,12 |
| Chrome + cuivre + nickel + zinc | 4 |

(*) Pour le pâturage uniquement.

Chaque année le SIAAP organisera aussi à l'intention des agriculteurs et des élus des communes concernées par l'épandage une réunion où seront présentés :

- le bilan annuel de la campagne d'épandage de l'année précédente,
- le programme prévisionnel d'épandage de l'année en cours.

A cette réunion seront aussi associés, le Service de Police de l'Eau de l'Oise, la Chambre d'Agriculture, et tout organisme mandaté par le Préfet pour assurer le suivi et la gestion des épandages de déchets organiques.

Par ailleurs, les boues devront respecter les valeurs limites suivantes :

Teneurs limites en éléments-traces dans les boues

| ELEMENTS-TRACES | VALEUR LIMITE DANS LES BOUES (mg/kg MS) | FLUX MAXIMUM CUMULE | |
|------------------------------------|---|---|--|
| | | Apporté par les boues en 10 ans (g/m ²) | |
| Cadmium | 10 | 0,015 | |
| Chrome | 1 000 | 1,5 | |
| Cuivre | 1 000 | 1,5 | |
| Mercur | 10 | 0,015 | |
| Nickel | 200 | 0,3 | |
| Plomb | 800 | 1,5 | |
| Zinc | 3 000 | 4,5 | |
| Chrome + cuivre + nickel + zinc... | 4 000 | 6 | |

Teneurs limites en composés-traces organiques dans les boues

| COMPOSES-TRACES ORGANIQUES | VALEUR LIMITE DANS LES BOUES (mg/kg MS) | | FLUX MAXIMUM CUMULE apporté par les boues en 10 ans (mg/m ²) | |
|--------------------------------|---|-------------------------|--|-------------------------|
| | Cas général | Epanchage sur pâturages | Cas général | Epanchage sur pâturages |
| | | | | |
| Total des 7 principaux PCB (*) | 0,8 | 0,8 | 1,2 | 1,2 |
| Fluoranthène | 5 | 4 | 7,5 | 6 |
| Benzo(b)fluoranthène | 2,5 | 2,5 | 4 | 4 |
| Benzo(a)pyrène | 2 | 1,5 | 3 | 2 |

(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180.

5.4 - Modalités de surveillance

Les analyses des boues et des sols seront réalisées selon les modalités prévues dans l'arrêté du 8 janvier 1998, art. 14 à 19.

Elles seront réalisées avant tout épanchage et les résultats seront portés à la connaissance de la Chambre d'Agriculture, du Service chargé de la police de l'eau de l'Oise tous les 3 mois. En cas d'accident sur une analyse hors norme, ces deux organismes seront avertis de suite et les boues devront alors recevoir une autre destination que l'épanchage.

Ces analyses seront tenues à la disposition du public, des élus et des associations.

5.5 - Limitation de l'épanchage en fonction de la sensibilité du milieu et des cultures.

L'épanchage devra respecter les distances d'isolement et délais suivants :

| NNATURE DES ACTIVITES A PROTEGER | DISTANCE D'ISOLEMENT MINIMALE | DOMAINE D'APPLICATION |
|---|-------------------------------|--|
| Puits, forages, sources, aqueduc transitant Des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées Pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraichères | 35 mètres | Tous les types de boues, pente du terrain inférieure à 7 %. |
| | 100 mètres | Tous les types de boues, pente du terrain Supérieure à 7 %. |
| Cours d'eau et plans d'eau | 35 mètres des berges. | Cas général, à l'exception des cas ci-dessous. |
| | 200 mètres des berges. | Boues non stabilisées ou non solides et pente du terrain supérieure à 7 %. |
| | 100 mètres des berges. | Boues solides et stabilisées et pente du terrain supérieure à 7 %. |

-88

| | | |
|--|---|--|
| Cours d'eau et plans d'eau | 5 mètres des berges. | Boues stabilisées et enfouies dans le sol. Immédiatement après l'épanchage, pente du terrain inférieure à 7 %. |
| Immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, zones de loisirs ou établissements recevant du public. | 100 mètres. Sans objet. | Cas général à l'exception des cas ci-dessous. Boues hygiénisées, boues stabilisées et enfouies dans le sol immédiatement après l'épanchage. |
| DELAI MINIMUM | | |
| Herbages ou cultures fourragères | Six semaines avant la remise à l'herbe des Animaux ou de la récolte des cultures fourragères. | Cas général, sauf boues hygiénisées. |
| | Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères. | Boues hygiénisées. |
| NA NATURE DES ACTIVITES A PROTEGER | DISTANCE D'ISOLEMENT MINIMALE | DOMAINE D'APPLICATION |
| Terrains affectés à des cultures maraichères et fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers | Pas d'épanchage pendant la période de végétation. | Tous les types de boues. |
| Terrains destinés ou affectés à des cultures maraichères ou fruitières, en contact direct avec les sols, ou susceptibles d'être consommées à l'état cru. | Dix-huit mois avant la récolte, et pendant la récolte elle-même. | Cas général, sauf boues hygiénisées. |
| | Dix mois avant la récolte, et pendant la récolte elle-même. | Boues hygiénisées |
| Herbages ou cultures fourragères | Six semaines avant le remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères. | Cas général, sauf boues hygiénisées |
| | Trois semaines avant le remise à l'herbe des animaux ou de la récolte de cultures fourragères. | Boues hygiénisées |

Par ailleurs, les contraintes des périmètres de protection devront être scrupuleusement respectées.

5.6 - Contrôle au titre de la police de l'eau

Le service chargé de la police de l'eau pourra faire réaliser toute analyse nécessaire à la vérification de la conformité des boues et des matières à épancher par rapport aux normes, ainsi que des analyses complémentaires des sols.

Il pourra aussi réaliser des contre analyses des sols.

Par ailleurs, il pourra à tout moment intervenir sur le site de la station d'épuration du site Seine Aval (Achères 78) pour vérifier la conformité des opérations réalisées sur les boues.

5.7 - Non-conformité

En cas de non-conformité des matières à épancher, elles devront être éliminées dans une installation régulièrement autorisée à cet effet. Un registre tenu par l'exploitant devra répertorier les non-conformités, les motifs, la destination donnée, et les mesures prises pour remédier au problème.

5.8 - Evolution de la réglementation

Le SIAAP devra se conformer à toute nouvelle réglementation applicable aux épanchages de boues et de compost de boues sur les sols agricoles.

ARTICLE 6 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée pour une durée de 10 ans. Elle s'achèvera en conséquence le 31 décembre 2027, à cette date elle pourra être renouvelée sans enquête sous réserve de non-modification du périmètre après analyse du bilan de l'impact mesuré en continu de l'épanchage sur les sols et les cultures. La Chambre d'Agriculture sera associée à la validation de ce bilan. Le Préfet pourra aussi mandater un organisme neutre pour valider ce bilan.

ARTICLE 7 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 – Indemnisation

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement, tous droits antérieurs réservés.

ARTICLE 9 – Délai et voie de recours

En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens. Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire et commence à courir à compter de la date de notification. Il est de quatre ans pour les tiers, à compter de la date d'affichage de l'arrêté.

ARTICLE 10 – Publication et exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise, les Sous-Préfets chargés respectivement des arrondissements de Clermont, Compiègne et Senlis, le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise, le Président du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), les Maires des communes de : Acy en Multien, Allonne, Autheuil en Valois, Autréches, Bachivillers, Baron, Beaumont les Nonains, Beauvais, Béthisy Saint Martin, Béthisy Saint Pierre, Boubiers, Bouconwillers, Bouillancy, Boullaire, Brombos, Bussy, Canny sur Matz, Chèvreville, Crépy en Valois, Crèvecœur le Petit, Cuvergnon, Cuvilly, Delincourt, Domfront, Dompierre, Etavigny, Feigneux, Ferrières, Feuquières, Fresneaux Montchevreuil, Fresnières, Godenvillers, Gondreville, Guiscard, Hadancourt le Haut Clocher, Hautbos, Ivors, La Neuville Roy, Laboissière en Thelle, Lataule, Lavacquerie, Lavilletterte, Le Mesnil Théribus, Le Ployron, Léviguen, Liancourt Saint Pierre, Lierville, Marolles, Ménévillers, Méru, Monneville, Montagny Sainte Félicité, Montjavoult, Monts, Mortemer, Muirancourt, Nanteuil le Haudouin, Néry, Neufvy sur Aronde, Ormoy le Davien, Parnes, Péroy les Gombries, Plessis de Roye, Pouilly, Rézé Fosse Martin, Ressons l'Abbaye, Ressons sur Matz, Rosoy en Multien, Rouvres en Multien, Royaucourt, Roy Boissy, Roye sur Matz, Rully, Russy Bémont, Saint Deniscourt, Saint Léger en Bray, Saint Martin le Noeud, Saint Maur, Senots, Serans, Sully le Long, Thérines, Tourly, Tricot, Trumilly, Valdampierre et Wacquemoulin sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les mairies concernées.

Une copie de cet arrêté sera également notifiée au :

- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts de France.
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture de l'Oise.
- M. le Chef de service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité.
- M. le Président du Conseil départemental de l'Oise.
- M. le Président de la CLE Oise - Aronde.
- M. le Président de la CLE Sage Nonette.
- M. le Président de la CLE Sage Automne.

Beauvais, le - 5 AVR. 2017

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

[Signature]
Blaise GOURTAY

P.J. : liste des parcelles épanchables dans le département de l'Oise en 2017
carte de localisation des communes concernées par l'épandage

Liste des parcelles épanchables dans le département de l'Oise en 2017

| Commune ha épanchable/ ha surface totale | Parcelles | Code Suivra | Surface épanchable ha | Commune ha épanchable/ ha surface totale | Parcelles | Code Suivra | Surface épanchable ha |
|--|---|----------------|--------------------------------|--|---------------------------------|-------------------|-----------------------------|
| ACY EN MULTIEN 45,41 / 46,61 ha | L'orme fourmier | 6001517011 | 13,20 | BETHISY SAINT MARTIN 76,48 / 76,48 ha | Chemin vert | 6025572005 | 12,74 |
| | Terrasses | 6001517019 | 4,25 | | Fosse gruyer | 6025572006 | 30,27 |
| | Chasseras | 6001517020 | 5,30 | | Mont bethisy | 6025572007 | 21,49 |
| | Fond d'acy | 6001517021 | 20,83 | | Verine 1 | 6025572008 | 10,08 |
| | Bois verly 2 | 6001517232 | 1,83 | | La douye | 6025572009 | 1,90 |
| ALLONNE 52,81 / 66,92 ha | Les grands champs- ilot 4 | 6074588004 | 9,26 | BETHISY SAINT PIERRE 17,16 / 18,16 ha | Le val | 6025572003 | 2,57 |
| | Le mur mailly-ilot 7 | 6074588007 | 3,41 | | La haie rouvroy | 6025572004 | 14,59 |
| | Le clos bertaux-ilot 9 | 6074588009 | 1,08 | | Menues terres 1 | 6025008005 | 18,08 |
| | Les blanches-ilot 10 | 6074588010 | 10,95 | | FFM | 6025008006 | 43,90 |
| | Le saint michel-ilot 21 | 6074588021 | 3,68 | | MV | 6025008007 | 31,38 |
| | Les plantes-ilot 25 | 6074588025 | 2,55 | | Justice 1 | 6025008008 | 17,00 |
| | R101-ilot 26 | 6074588026 | 3,00 | | Les saluts 2 | 6025008202 | 11,89 |
| | Les 20 mines-ilot 27 | 6074588027 | 3,00 | | Chêne madame | 6025008232 | 13,93 |
| | Les courtes-ilot 29 | 6074588029 | 3,44 | | Les fourches 2 | 6060240115 | 0,46 |
| | Le fond-ilot 30 | 6074588030 | 0,69 | | Pièce du village | 6000579001 | 0,37 |
| AUTHEUIL EN VALOIS 1,08 / 6,28 ha | Legrain 1-ilot 1 | 6074588101 | 11,09 | BOUBIERS 136,64 / 136,64 ha | La vigne | 6000579002 | 25,98 |
| | La butte 1-ilot2. | 6074588201 | 0,66 | | Le Hameau | 6000579003 | 7,48 |
| AUTRECHES 65,44 / 73,64 ha | Les 4 chemins | 6060107004 | 1,08 | BOUCONVILLERS 160,05 / 160,52 ha | Le château | 6000579004 | 6,60 |
| | Le chemin | 6051003006 | 4,97 | | Le haut dimanche | 6000579005 | 8,09 |
| | Massenencourt | 6051003009 | 2,02 | | La remise | 6000579006 | 5,00 |
| | Sous l'aventure | 6051003010 | 8,38 | | Le triangle du bellay | 6000579807 | 1,07 |
| | Carrière paillet | 6051003011 | 3,44 | | Le chemin du bellay | 6000579808 | 5,72 |
| | Les murets 1 | 6051003012 | 1,64 | | La grande pièce | 6000579809 | 26,59 |
| | Les murets 2 | 6051003013 | 3,66 | | La croix maignel | 6000579810 | 9,92 |
| | Le vaurenard | 6051003014 | 5,58 | | L'allée | 6000579811 | 1,66 |
| | La baronne | 6051003015 | 1,17 | | La guilletterie | 6005702001 | 16,35 |
| | La folie | 6051003017 | 2,82 | | Bois de la ferme | 6005702002 | 3,51 |
| | Le champ des loges | 6051003018 | 4,5 | | La terre du prieuré | 6005702003 | 29,06 |
| | Bois thurier | 6051003022 | 3,40 | | L'embranchement | 6005702004 | 5,51 |
| | Marais david | 6051003023 | 5,10 | | Les grandes pièces 2- ilot 2 | 6024616006 | 2,83 |
| | La couture | 6051003024 | 2,82 | | Grandes pièces 3-ilot 6 | 6024616601 | 2,46 |
| Malva nord | 6051003025 | 12,42 | Ilot 3-4 | 6060356303 | 1,85 | | |
| Malva sud | 6051003026 | 3,52 | BOUILLANCY 16,19 / 16,19 ha | La bruxelle | 6072035006 | 18,91 | |
| BACHVILLERS 14,53 / 14,53 ha | La fosse verte | 6017335005 | | 11,18 | Les vaupins | 6072035007 | 2,37 |
| | Reznise madame | 6017335021 | | 3,35 | Ilot 3-1 | 6072035009 | 4,16 |
| BARON 4,08 / 4,08 ha | Baron | 6063625017 | | 4,08 | La petite sole | 6072036015 | 33,11 |
| | BEAUMONT LES NONAINS 16,19 / 16,19 ha | Les 4 bornes 2 | | 6017335031 | 6,39 | Route de Nanteuil | 6074590031 |
| Vallée jankin-ilot 1 | | 6044823005 | | 7,40 | Les vignettes 1 | 6074590033 | 0,70 |
| Ilot 11 | | 6044823013 | | 2,40 | Les vignettes 2 | 6074590034 | 1,11 |
| BEAUVAIS 28,70 / 28,70 ha | Le fossé rouge-ilot 5 | 6074588005 | | 4,09 | Le camp 2 | 6074590352 | 2,58 |
| | Le bois bergnier-ilot 6 | 6074588006 | | 24,61 | Les saintins | 6045308005 | 8,70 |

| Commune ha épanable/ ha surface totale | Parcelles | Code Suivra | Surface épanable ha | Commune ha épanable/ ha surface totale | Parcelles | Code Suivra | Surface épanable ha |
|--|------------------------|-------------|---|--|---------------------|-------------|---------------------|
| BOUILLANCY 110,91 / 111,08 ha | La montagne du château | 6072035003 | 8,85 | CUVILLY 43,40 / 47,60 ha | Le fief carouge 2 | 6012435003 | 10,17 |
| | La fosse charlot | 6072035008 | 11,25 | | La mortinette | 6012435006 | 4,51 |
| | Derrière le ferme | 6072035015 | 2,93 | | La grande maladerie | 6012435009 | 4,56 |
| | Ilot 3-2 | 6072035109 | 1,25 | | Petite maladerie | 6012435010 | 2,09 |
| BOULLARE 89,53 / 89,53 ha | La croix blanche | 6039147001 | 53,61 | DELINCOURT 8,55 / 8,55 ha | Champs l'abesse | 6012435011 | 5,43 |
| | Chemin de saint ouen | 6039147002 | 17,92 | | Derrière la ferme | 6012435014 | 0,74 |
| | Le cimetière | 6039147008 | 18,00 | | Le vieux moulin | 6022222002 | 2,89 |
| BROMBOS 7,36 / 7,36 ha | Champs aux eaux | 6041932114 | 7,36 | DOMFRONT 7,86 / 7,86 ha | Prés folempoix | 6022222005 | 3,5 |
| | | | | | Champs l'abesse | 6022222006 | 2,62 |
| BUSSY 110,96 / 112,92 ha | Bois de bussy | 6054023001 | 12,35 | DOMPIERRE 8,97 / 8,97 ha | Prés palempoix | 6022222105 | 0,74 |
| | Chapelin 1 | 6054023002 | 8,70 | | Le vieux moulin 2 | 6022222202 | 6,15 |
| | Chapelin 2 | 6054023003 | 7,61 | ETAUVIGNY 100,19 / 100,54 ha | Chemin saint claire | 6000395009 | 8,55 |
| | La croix | 6054023004 | 13,60 | | Domfront ploron 2 | 6034616028 | 5,5 |
| | L'enfer | 6054023005 | 12,20 | Ilot 11 | 6034616030 | 2,36 | |
| | Entre deux bois 1 | 6054023006 | 10,47 | Cimetière allemand | 6034616013 | 2,00 | |
| | Entre deux bois 2 | 6054023007 | 10,92 | Cimetière français | 6034616014 | 6,10 | |
| | Face à la ferme | 6054023008 | 10,29 | Blangy | 6034616025 | 0,87 | |
| | Le jouy | 6054023009 | 3,92 | Le montroille | 6039147003 | 29,15 | |
| | Derrière savart | 6054023017 | 6,23 | Lestuileries | 6039147004 | 24,64 | |
| CANNY SUR MATZ 275,65 / 276,56 ha | Siecourt | 6054023018 | 5,67 | FEIGNEUX 97,47 / 97,47 ha | Le mont orival | 6039147005 | 18,72 |
| | Plaine | 6054023021 | 7,94 | | Grande bonnière | 6039147006 | 14,25 |
| | Siecourt gaby 2 | 6054023119 | 1,06 | Petite bonnière | 6039147007 | 7,53 | |
| | La montagne | 6041933004 | 13,00 | La croix blanche | 6039147101 | 5,90 | |
| | La croix de fresnière | 6041933005 | 18,58 | Ilot 4 | 6041934004 | 33,04 | |
| | La vierge | 6041933006 | 31,01 | Ilot 7 | 6041934007 | 43,43 | |
| | Les pâtures | 6041933007 | 14,27 | Ilot 3-2 | 6041934302 | 21,00 | |
| | La grange en panne | 6041933008 | 15,27 | Ferrrières | 6034616004 | 17,30 | |
| | Le marais | 6041933020 | 24,04 | Zaza | 6034616005 | 3,86 | |
| | Le poirier rond | 6041933021 | 18,26 | FEUQUIERES 22,83 / 22,83 ha | Fond de feuquières | 6041932121 | 11,50 |
| Les hauts prés | 6041933029 | 5,90 | Route de brombos | | 6041932122 | 3,77 | |
| La gare | 6041933034 | 2,38 | FRESNEAUX MONTCHEVREUIL 222,63 / 250,42 ha | Route de sarus | 6041932123 | 7,56 | |
| Les douzes | 6041933041 | 16,74 | | La remise de flandre | 6010000001 | 78,71 | |
| Les longs champs | 6041933042 | 8,50 | | L'encensoir 1 | 6010000002 | 20,00 | |
| Les longs champs 2 | 6041933043 | 10,70 | | Prairie villette | 6010000006 | 4,91 | |
| La vois d'en bas | 6041933051 | 29,67 | | La queue plate | 6017335002 | 4,50 | |
| La marnière | 6041933052 | 21,74 | | La gare | 6017335003 | 13,82 | |
| Derrière le jardin | 6041933071 | 30,80 | | La tremblay | 6017335004 | 39,02 | |
| Derrière la garenne | 6041933081 | 8,66 | | Le cimetière | 6017335018 | 4,76 | |
| Le blanc rig 2 | 6041933401 | 3,97 | | Pouilly | 6017335022 | 5,32 | |
| Ilot 22 | 6041933022 | 0,77 | | Les 4 bornes | 6017335025 | 21,85 | |
| CHEREVILLE 2,39 / 2,39 ha | Les hautes bornes 2 | 6063630041 | 2,00 | La grande tremblay 2 | 6017335030 | 9,20 | |
| | Le petit noyer 3 | 6063630203 | 0,39 | Les sables | 6017335033 | 4,00 | |
| CREPY EN VALOIS 123,00 / 123,00 ha | Ilot 1 | 6041934001 | 3,72 | La tuilerie 2 | 6017335101 | 0,44 | |
| | Ilot 2 | 6041934002 | 3,93 | Pierre plate | 6017335201 | 5,15 | |
| | Ilot 3-1 | 6041934301 | 115,35 | La grande tremblay | 6017335301 | 4,80 | |
| CREVECOEUR LE PETIT 2,34 / 2,34 ha | Crevecoeur | 6034616018 | 2,34 | La tremblay | 6017335401 | 6,15 | |
| | | | | Le bois des loges | 6041933001 | 16,20 | |
| CUVERGNON 14,33 / 14,33 ha | Les palis | 6060440002 | 3,23 | GODENVILLERS 3,75 / 3,75 ha | La pâture cherot | 6041933002 | 9,24 |
| | Derrière villers | 6060440003 | 11,10 | | La ligne | 6034616003 | 3,75 |

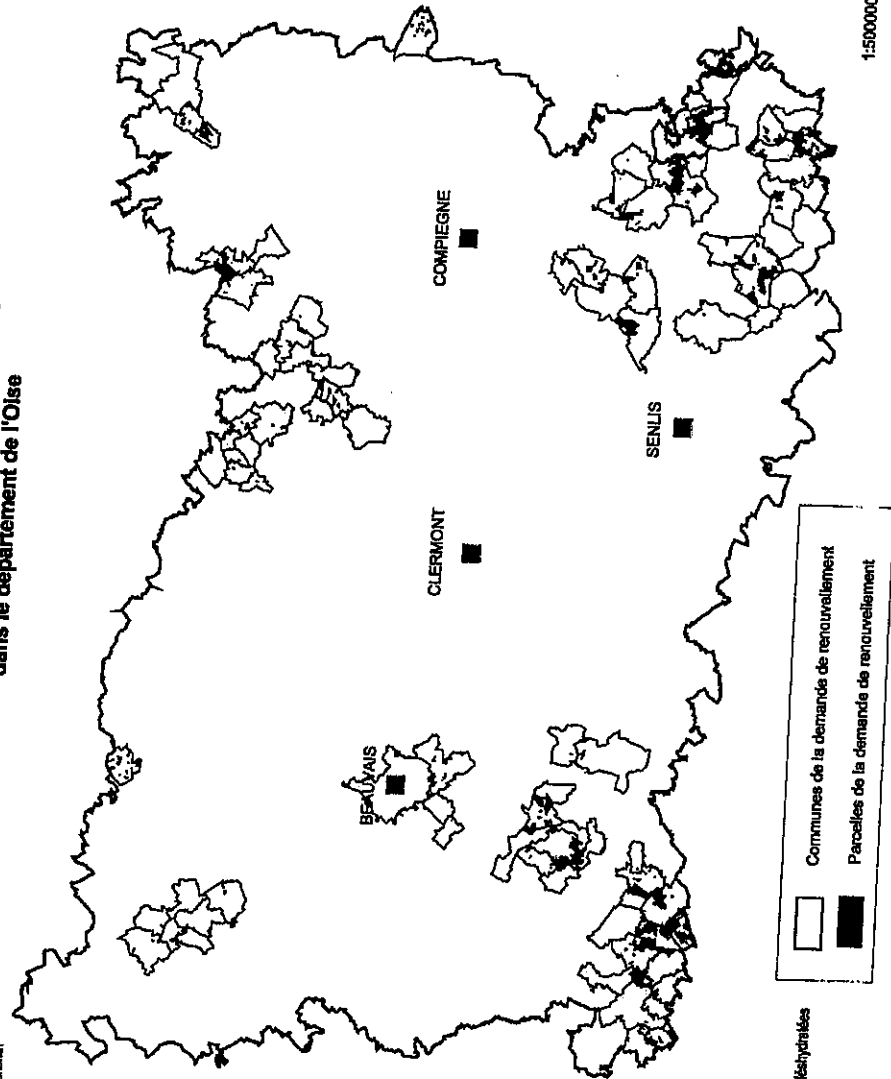
| Commune ha épanable/ ha surface totale | Parcelles | Code Suivra | Surface épanable ha | Commune ha épanable/ ha surface totale | Parcelles | Code Suivra | Surface épanable ha |
|--|----------------------------|-------------|---------------------------------|---|------------------|-------------------|---------------------|
| GONDREVILLE 200,12 / 202,72 ha | L'echellette | 6005964001 | 20,54 | IVORS 370,76 / 380,93 ha | Les marnières | 6060208029 | 9,11 |
| | Le fond grand pierre | 6005964003 | 18,08 | | Le moulin | 6060208030 | 7,95 |
| | Le peuple | 6005964004 | 22,17 | | Les 21 | 6060208031 | 10,75 |
| | La pièce verte | 6005964005 | 21,93 | | Le canal | 6060208032 | 11,25 |
| | L'orme | 6005964006 | 20,04 | | Suite parcelle 2 | 6060440004 | 3,05 |
| | Les justices | 6005964007 | 8,83 | | La mare | 6062107001 | 2,37 |
| | Les vingt six | 6005964008 | 20,30 | | Le bas des ouies | 6062107002 | 5,20 |
| | Le tas de mame | 6005964009 | 20,90 | | Les granges | 6062107003 | 7,40 |
| | La pièce keil | 6005964010 | 19,83 | | Les vignes | 6062107004 | 2,03 |
| | Le pare I | 6005964011 | 7,91 | | La prieuse | 6062107010 | 1,63 |
| | Le pare II | 6005964012 | 4,73 | | Le fournet | 6062107011 | 23,76 |
| | Ilot 1 | 6005964101 | 8,82 | | Chantereine | 6062107026 | 14,38 |
| | Ilot 2 | 6005964102 | 3,69 | | Le bardit | 6062107027 | 15,19 |
| | Ilot 9-2 | 6005964209 | 2,35 | | Le bardit 2 | 6062107028 | 13,8 |
| | GUISCARD 7,50 / 8,50 ha | Cangies | 6054023022 | | 7,50 | Chemin d'authueil | 6062107029 |
| | | | | Le geneveoi | 6062107030 | 2,03 | |
| HADANCOURT LE HAUT CLOCHER 23,30 / 23,30 ha | L'étang 2 | 6000395119 | 0,40 | Le clos baudet | 6062107031 | 11,30 | |
| | Le mesnil | 6060240018 | 8,74 | La bascule | 6062107032 | 13,00 | |
| | Les fourches 2 | 6060240028 | 5,99 | Haut de boursomme | 6062107033 | 17,50 | |
| | La vignette 2 | 6060240029 | 8,17 | LABOISSIERE EN THELLE 1,49 / 1,49 ha | Pâturage | 6047327028 | 1,49 |
| Champs d'ouillard | 6041932113 | 10,87 | LANEVILLE ROY 1,69 / 1,69 ha | | La neuville 3 | 6047327221 | 1,69 |
| Les magneux | 6041932116 | 8,30 | | LATAULE 8,29 / 10,96 ha | Les brelans | 6022222003 | 8,29 |
| Le château | 6041932119 | 8,80 | LAVACQUERIE 90,46 / 90,46 ha | | Les vignes | 6034618002 | 2,72 |
| Champs aux eaux 2 | 6041932125 | 1,52 | | La herse | 6034618003 | 15,20 | |
| Fond de feuquières | 6041932126 | 2,31 | | Chemin de croisoy | 6034618004 | 3,12 | |
| Les magneux 2 | 6041932216 | 2,92 | | Les longs tours | 6034618005 | 3,08 | |
| Les palis 1 | 6060208001 | 5,03 | | Vallée belouse | 6034618006 | 4,71 | |
| Les palis 2 | 6060208002 | 7,99 | | Vallée grand mère | 6034618007 | 1,05 | |
| Le coin fendu | 6060208003 | 5,61 | | Le boudan flus | 6034618008 | 5,71 | |
| Chemin de cuvergnon | 6060208004 | 18,97 | | Franchise | 6034618009 | 6,80 | |
| La croix saint amoult | 6060208005 | 22,96 | | Montaterre | 6034618010 | 5,82 | |
| L'hectare | 6060208006 | 1,52 | | La bouloye | 6034618011 | 7,33 | |
| Le chemin de thury | 6060208007 | 12,55 | Terre douce | 6034618012 | 10,92 | | |
| La laie | 6060208008 | 2,63 | Marnière | 6034618014 | 8,04 | | |
| Les ouis | 6060208009 | 6,88 | Les hours | 6034618015 | 4,64 | | |
| Les bas des ouis | 6060208010 | 3,55 | Gros bouquet | 6034618016 | 5,80 | | |
| Le chemin d'authueil | 6060208011 | 3,18 | Campagne | 6034618020 | 1,78 | | |
| La prieuse | 6060208012 | 1,60 | La herse 2 | 6034618031 | 3,74 | | |
| Le prieuse haut | 6060208013 | 2,88 | LAVILLETERTRE | Le poirier | 6024616001 | 45,76 | |
| Jeu d'arc | 6060208015 | 12,20 | | Grandes pièces-ilot 2 | 6024616002 | 27,31 | |
| Le chemin de bamy 2 | 6060208016 | 9,96 | | Grandes pièces ouest | 6024616003 | 54,24 | |
| Le chemin d'ormoy 1 | 6060208017 | 11,30 | | Derrière le hangar | 6024616004 | 2,31 | |
| Le chemin d'ormoy 2 | 6060208018 | 6,91 | | Derrière le hangar neuf | 6024616005 | 1,84 | |
| Le chemin d'ormoy 3 | 6060208019 | 4,35 | | Ilot 9 | 6024616009 | 3,38 | |
| Le chemin d'ormoy 4 | 6060208020 | 4,01 | | Grandes pièces 4-ilot 6 | 6024616201 | 1,90 | |
| Le chemin de crépy 1 | 6060208021 | 10,17 | | Derrière le bochet 2 | 6025008132 | 2,76 | |
| Le chemin de crépy 2 | 6060208022 | 12,76 | | Ozanne 2 | 6025008142 | 6,23 | |
| Le prouheron | 6060208023 | 6,65 | | | | | |
| La pièce des vignes | 6060208024 | 3,22 | | | | | |
| Fond des planches | 6060208025 | 6,58 | | | | | |
| Le cimetière | 6060208026 | 5,89 | | | | | |
| Le cimetière 2 | 6060208027 | 1,23 | | | | | |

| Commune ha épanable/ ha surface totale | Parcelles | Code Suivra | Surface épanable ha | Commune ha épanable/ ha surface totale | Parcelles | Code Suivra | Surface épanable ha |
|---|-----------------------------------|-------------|---------------------------|--|----------------------|-------------|---------------------------|
| LAVILLETERTRE 459,62 / 461,42 ha | L'orme 2 | 6028743011 | 4,50 | LIERVILLE 349,77 / 349,77 ha | Hardeville | 6025008001 | 28,90 |
| | Les murgées 1 | 6028743012 | 11,32 | | Bois des grés | 6025008002 | 32,06 |
| | Les murgées 2 | 6028743013 | 10,89 | | Cimetière | 6025008003 | 6,56 |
| | Ilot 2 | 6060356002 | 27,30 | | Carrefour | 6025008004 | 5,32 |
| | Ilot 3-1 | 6060356003 | 21,50 | | Justice 3 | 6025008010 | 20,20 |
| | Ilot 5 | 6060356005 | 3,03 | | Fonds de liancourt 1 | 6025008011 | 10,16 |
| | Hangar-ilot 40 | 6074589400 | 1,67 | | RP bochet | 6025008012 | 43,63 |
| | Les vignettes-ilot 41 | 6074589411 | 9,00 | | Derrière le bochet 1 | 6025008013 | 6,64 |
| | Remise aux perdreaux - ilot 41 | 6074589412 | 11,55 | | Ozanne 1 | 6025008014 | 14,15 |
| | Grand champs-ilot 42 | 6074589420 | 6,40 | | La distillerie | 6025008015 | 31,30 |
| | La haie thibert-ilot 43 | 6074589430 | 6,60 | | Lacensive | 6025008016 | 24,20 |
| | Couture d'osny-ilot 44 | 6074589441 | 16,26 | | Le grand pré | 6025008017 | 20,63 |
| | Les buttes-ilot 44 | 6074589442 | 15,15 | | Les pommiers | 6025008018 | 35,26 |
| | Housse-magne-ilot 45 | 6074589451 | 22,80 | | Les ormes | 6025008019 | 21,58 |
| | Remise sinotte-ilot 45 | 6074589452 | 20,70 | | Les saluts 1 | 6025008020 | 17,90 |
| | La sinotte-ilot 45 | 6074589453 | 14,81 | | La chapelle | 6025008021 | 6,49 |
| | La herse-ilot 45 | 6074589454 | 20 | | Les sablières | 6025008022 | 5,32 |
| | Le poirier laboureau - ilot 45 | 6074589455 | 29,3 | | Chêne madame 1 | 6025008023 | 11,85 |
| | La sente perdue - ilot 46 | 6074589460 | 9,59 | | Menues terres 2 | 6025008502 | 5,30 |
| | Ilot 4 | 6060356004 | 4,55 | | Ilot 3-3 | 6060356203 | 2,32 |
| Ilot 3 - 2 | 6060356103 | 46,97 | Tunnel | 6060107003 | 1,46 | | |
| LE MESNIL THERIBUS 64,68 / 64,68 ha | La grande tremblay | 6017335006 | 16,13 | Le tunnel | 6062107005 | 6,76 | |
| | Mesnil | 6017335027 | 2,37 | Nimers | 6062107006 | 0,93 | |
| | Les 4 chemins | 6017335028 | 7,88 | Les 4 ha | 6062107007 | 4,20 | |
| | La fosse verte 2 | 6017335029 | 12,25 | Les terres blanches | 6062107009 | 8,77 | |
| | Côte muette-ilot 5 | 6044823006 | 17,13 | Trou à terre rouge | 6062107012 | 16,00 | |
| | Croix blanche-ilot 3 | 6044823007 | 7,04 | L'arpent mademoiselle | 6062107013 | 23,66 | |
| LE PLOYRON 46,98 / 46,98 ha | Bois marnières-ilot 2 | 6044823008 | 1,88 | Le savart | 6062107014 | 10,35 | |
| | Maignelay | 6034616001 | 16,73 | Petits longs ponts | 6062107015 | 9,3 | |
| | Fretoy | 6034616002 | 5,14 | Grands longs ponts | 6062107016 | 19,35 | |
| | Godenvillers | 6034616010 | 14,79 | Les fourneaux 1 | 6062107017 | 2,20 | |
| | Domfront ployron 1 | 6034616011 | 6,96 | Le hangar brûlé | 6062107019 | 14,80 | |
| | Dupoty | 6034616012 | 1,37 | Fontaine des bergers | 6062107021 | 16,48 | |
| LEVIGNEN 233,63 / 233,63 ha | Bascule | 6034616017 | 0,53 | Le trou à judas | 6062107022 | 10,02 | |
| | Barrière | 6034616019 | 1,46 | La bascule | 6062107023 | 15,90 | |
| | Les vingt six-parc 8 | 6005964013 | 1,30 | L'orme | 6062107024 | 10,43 | |
| | Les justices-parc 7 | 6005964014 | 8,70 | Le cimetière | 6062107025 | 8,95 | |
| | La pièce forte-parc 5 | 6005964015 | 0,38 | Carrière delatre | 6047327017 | 7,33 | |
| | Pont de betz 1-ilot20 | 6063625010 | 24,17 | Croisette | 6047327018 | 1,10 | |
| | Pont de betz 2-ilot20 | 6063625011 | 24,95 | Vallée méry | 6047327020 | 6,04 | |
| | Chemin guerie | 6063625020 | 25,82 | Cote gillot | 6047327032 | 6,50 | |
| | Butagaz | 6063625021 | 5,14 | Fond crèveoeur | 6047327033 | 3,05 | |
| | P'étoile | 6063625022 | 7,08 | Cote gillot 2 | 6047327035 | 14,28 | |
| LIANCOURT SAINT PIERRE 13,65 / 13,65 ha | Gué de la ville | 6063625023 | 5,94 | Fond de tourly | 6028743001 | 23,30 | |
| | Le carrel | 6063625024 | 8,18 | Chemin de la messe | 6028743002 | 11,52 | |
| | Bas du cimetière | 6063625025 | 2,53 | Sous bellan | 6028743003 | 5,48 | |
| | Ilot 9-1 | 6005964109 | 119,44 | Bois tiraille | 6028743004 | 1,08 | |
| | Justice 2 | 6025008009 | 5,34 | Les grous à mouche | 6028743005 | 24,64 | |
| | Fonds de liancourt 2 | 6025008112 | 8,31 | Noyer à corneille 1 | 6028743006 | 16,46 | |
| | | | | Noyer à corneille 2 | 6028743007 | 15,60 | |

| Commune ha épanable/ ha surface totale | Parcelles | Code Suivra | Surface épanable ha | Commune ha épanable/ ha surface totale | Parcelles | Code Suivra | Surface épanable ha |
|--|--------------------------|-------------|---------------------------|--|---------------|-------------|---------------------------|
| MONNEVILLE 142,75 / 145,91 ha | La croix blanche 1 | 6028743008 | 11,24 | NANTEUIL LE HAUDOUIN | Haut de sully | 6063630020 | 9,55 |
| | La croix blanche 2 | 6028743009 | 6,95 | | Petit noyer 2 | 6063630103 | 4,97 |
| | L'orme 1 | 6028743010 | 4,76 | | Ilot 4 | 6032667004 | 20,25 |
| | Le fond de bellan | 6028743014 | 9,45 | | Ilot 5 | 6032667005 | 4,43 |
| | Chemin de timbelle | 6028743015 | 1,28 | | Ilot 6 | 6032667006 | 3,92 |
| | Le saussay 1 | 6028743016 | 2,33 | | Ilot 7 | 6032667007 | 23,84 |
| | Le saussay 2 | 6028743017 | 1,11 | | Ilot 8 | 6032667008 | 34,13 |
| | Les vignettes | 6028743018 | 3,81 | | Ilot 9 | 6032667009 | 41,55 |
| | Dessus du chauffour | 6028743019 | 0,17 | | Ilot 16 | 6032667016 | 1,66 |
| | Chemin de chavençon | 6028743021 | 2,37 | | Ilot 17 | 6032667017 | 12,38 |
| | Moulin à vent | 6028743022 | 1,20 | | Ilot 18 | 6032667018 | 5,64 |
| | Montagny | 6063625018 | 0,69 | | Ilot i-1 | 6032667101 | 11,26 |
| MONTAGNY STE FELICITE 0,69 / 0,69 ha | | | | Ilot 1-2 | 6032667102 | 18,86 | |
| | | | | Ilot 1-3 | 6032667103 | 12,27 | |
| | | | | Ilot 1-4 | 6032667104 | 14,85 | |
| MONTJAVOULT 17,87 / 17,87 ha | Fond de la lune | 6033936004 | 3,84 | Ilot 10-3 | 6032667113 | 13,98 | |
| | Suite parc 5 (croisette) | 6033936021 | 6,60 | Ilot 2-1 | 6032667201 | 1,39 | |
| | Suite parc 10(houches) | 6033936022 | 2,85 | Ilot 2-2 | 6032667202 | 9,87 | |
| MONTS 5,65 / 5,65 ha | La couture | 6033936023 | 2,62 | Ilot 2-3 | 6032667203 | 34,18 | |
| | Dumery | 6060240023 | 1,96 | Ilot 3-1 | 6032667301 | 0,86 | |
| MORTEMER 6,39 / 6,39 ha | Chemin de gypseuil | 6028743020 | 3,38 | Ilot 3-2 | 6032667302 | 49,34 | |
| | Au dessus chauffour 2 | 6028743119 | 2,27 | Ilot 3-3 | 6032667303 | 1,1 | |
| | Le fief carouge | 6012435002 | 6,39 | Ilot 3-4 | 6032667304 | 4,02 | |
| MUIRANCOURT 67,82 / 70,50 ha | Marais de magny 1 | 6054023011 | 6,09 | Verine 2 | 6025572081 | 5,45 | |
| | Marais de magny 2 | 6054023012 | 2,46 | Huleux 2 | 6099998019 | 4,71 | |
| | Marais de chevoisy | 6054023013 | 5,79 | Bois caulers | 6047327010 | 5,53 | |
| | Moulin | 6054023014 | 15,76 | Fond du bois caulers | 6047327011 | 0,65 | |
| | Planquette | 6054023015 | 6,53 | Fond grand pierre (3) | 6005964016 | 0,37 | |
| | Pont la rue | 6054023016 | 6,02 | ORMOY | 6074590036 | 8,73 | |
| | Siecourt gaby | 6054023019 | 7,26 | Ilot 2 | 6020000002 | 64,00 | |
| | Auvilleurs | 6054023020 | 4,26 | Epine grand champ 1 | 6033936001 | 10,87 | |
| | Le jouy 2 | 6054023024 | 6,26 | Epine grand champ 2 | 6033936002 | 1,13 | |
| | Siecourt 2 | 6054023025 | 7,39 | Les vignes | 6033936002 | 1,22 | |
| NANTEUIL LE HAUDOUIN | Laurendeau 2 | 6006849001 | 11,98 | La croisette | 6033936005 | 12,20 | |
| | Laurendeau 1 | 6006849001 | 8,08 | Les topinambours | 6033936006 | 3,29 | |
| | Rouliers | 6006849003 | 10,02 | Les bauges | 6033936007 | 13,59 | |
| | Fond des rouliers | 6006849004 | 11,95 | Pointe des carrières | 6033936009 | 2,00 | |
| | Pointe du cerisier | 6063625002 | 4,24 | Les houches | 6033936010 | 16,00 | |
| | Route de paris | 6063625004 | 1,98 | Moulin de chaudry | 6033936011 | 3,77 | |
| | Les vignes | 6063625005 | 3,98 | Le grand marnis | 6033936014 | 5,20 | |
| | Route de sennevière | 6063625006 | 1,03 | Le petit marais | 6033936015 | 13,21 | |
| | L'étang neuf | 6063625007 | 5,47 | La commune | 6033936016 | 12,95 | |
| | Les vieilles vignes | 6063625008 | 9,90 | Les vignes | 6033936017 | 12,20 | |
| PARNES 227,76 / 235,92 ha | Fond des rouilles | 6063625019 | 4,10 | Le poirier | 6033936018 | 18,58 | |
| | Les carrières | 6063630002 | 5,72 | Les glaises | 6033936020 | 5,59 | |
| | Le petit noyer | 6063630003 | 22,60 | Ilot 1 | 6020000001 | 9,01 | |
| | Les hautes bornes | 6063630004 | 6,00 | Ilot 3 | 6020000003 | 2,76 | |
| | Cavée robin | 6063630005 | 4,22 | Ilot 4 | 6020000004 | 2,38 | |
| | Fond de betz | 6063630006 | 10,35 | Ilot 2-2 | 6020000102 | 17,81 | |
| | Montagne blanche | 6063630008 | 12,17 | Le haut bouleaux | 6063630017 | 26,00 | |
| | Le gros cailloux | 6063630009 | 7,40 | Ruelle à la boucherie | 6063630019 | 3,77 | |
| | Equarissage | 6063630010 | 47,80 | | | | |

| Commune ha épannable/ ha surface totale | Parcelles | Code Suivra | Surface épannable ha | Commune ha épannable/ ha surface totale | Parcelles | Code Suivra | Surface épannable ha | |
|---|---------------------------|----------------|----------------------|---|----------------------|--------------------------------------|----------------------|------------|
| PEROY LES GOMBRIES 54,42 / 54,42 ha | Chemin de la vache noire | 6063630018 | 17,75 | ROY BOISSY 20,23 / 20,23 ha | Le vallembourg | 6041932101 | 7,64 | |
| | Equarissage 2 | 6063630101 | 6,90 | | Fosse cornet | 6041932104 | 12,59 | |
| PLESSIS DE ROYE 3,72 / 3,72 ha | Les hauts prés 2 | 6041933291 | 3,72 | ROYE SUR MATZ 32,71 / 32,71 ha | Derrière la haie | 6041933010 | 10,47 | |
| | POUILLY 1,93 / 1,93 ha | Les 4 bornes 3 | 6017335032 | | 1,10 | La blanc rig | 6041933040 | 13,55 |
| Pouilly 2 (ilot 3) | | 6044823011 | 0,83 | | Derrière la grange 2 | 6041933082 | 1,39 | |
| REEZ FOSSE MARTIN 34,03 / 34,03 ha | Les 4 chemins | 6001517003 | 31,67 | | Le marais 2 | 6041933201 | 3,02 | |
| | Le camp 1 | 6074590351 | 2,36 | | Ilot 19 | 6041933019 | 1,71 | |
| RESSONS L'ABBAYE 19,02 / 19,02 ha | Grosse épine 1 (ilot6) | 6044823003 | 12,67 | | Ilot 38 | 6041933038 | 1,18 | |
| | Grosse épine 3 | 6044823301 | 6,35 | | Ilot 49 | 6041933049 | 1,39 | |
| RESSONS SUR MATZ 10,32 / 10,32 ha | Belle fosse marguerite | 6012435012 | 7,44 | | La justice de naray | 6099998005 | 14,00 | |
| | Total gaz | 6012435013 | 2,17 | | Solette de naray | 6099998006 | 16,36 | |
| ROSOY EN MULTIEN 353,07 / 389,66 ha | Total gaz 2 | 6012435113 | 0,71 | | La pâture | 6099998007 | 8,33 | |
| | Le fete | 6001517022 | 12,13 | Chemin de marly | 6099998008 | 17,93 | | |
| | | Bois veryl | 6001517023 | 0,73 | Sente de la poule | 6099998009 | 12,75 | |
| | Fond de rososy | 6001517024 | 5,90 | Chapelle st jacques | 6099998010 | 23,77 | | |
| | Fond d'acy 2 | 6001517025 | 2,45 | Chemin longfeu | 6099998011 | 18,8 | | |
| | Haut de chaumont | 6003447006 | 62,30 | Machepoix | 6099998012 | 26,12 | | |
| | Les justices | 6003447008 | 24,46 | Huleux | 6099998013 | 25,53 | | |
| | La route de crouy | 6067118001 | 4,59 | Le fond de marly | 6099998014 | 55,50 | | |
| | Le bois des rochers | 6067118002 | 12,60 | Le marly 3 | 6099998020 | 22,30 | | |
| | Bas des vignes | 6067118003 | 10,04 | La croix saint jean | 6060440001 | 1,34 | | |
| | Les vignes | 6067118004 | 24,88 | RUSSY BEMONT 1,34 / 1,34 ha | Champs d'ouillard 2 | 6041932124 | 9,16 | |
| | L'orme plaideur | 6067118005 | 10,80 | | | ST DENISCOURT 9,16 / 9,16 ha | Ilot 31 | 6074588034 |
| | La terre blanche | 6067118006 | 23,61 | ST LEGER EN BRAY 2,20 / 2,20 ha | Legrain 2 (ilot 1) | | | 6074588102 |
| | La pièce du soeur | 6067118007 | 12,23 | | | ST MARTIN LE NOEUD 3,93 / 3,93 ha | Chemin de la creuse | 6041932127 |
| | La pièce du hangar | 6067118008 | 22,96 | SAINT MAUR 2,84 / 2,84 ha | L'encensoir 2 | | | 6010000003 |
| | Les brousses | 6067118009 | 18,16 | | | La garenne | 6010000004 | 14,60 |
| | La cote aux chats | 6067118010 | 13,52 | | | Les glaises | 6010000005 | 54,13 |
| | Les sauvagesons | 6067118011 | 10,48 | | | L'encensoir 3 | 6010000103 | 0,55 |
| | Fond des forêts 2 | 6067118012 | 2,17 | | | La tuilerie | 6017335001 | 13,88 |
| | Le chemin d'acy | 6067118013 | 14,55 | | | La porte | 6000395003 | 9,34 |
| La garenne | 6067118015 | 5,89 | Chemin de la reine | | | 6000395004 | 5,90 | |
| L'étang | 6067126001 | 4,00 | La brulotte | | | 6000395005 | 11,25 | |
| Vincy 7 | 6067126002 | 7,80 | La voirie | | | 6000395006 | 10,92 | |
| Vincy fond | 6067126004 | 4,38 | Verte bande 2 | | | 6000395007 | 10,20 | |
| Acy bas I | 6067126006 | 2,26 | Verte bande 1 | 6000395008 | 10,55 | | | |
| Acy bas II | 6067126007 | 6,05 | Cabane | 6000395010 | 11,60 | | | |
| Acy haut | 6067126008 | 7,18 | La mare serans | 6000395011 | 10,67 | | | |
| Chantereine haut | 6067126009 | 4,40 | Bresnu | 6000395012 | 11,98 | | | |
| Chantereine bas | 6067126010 | 4,55 | Le beau | 6000395013 | 10,26 | | | |
| Carrière débrisodos | 6067126011 | 4,42 | Le clos percheux | 6000395014 | 6,40 | | | |
| Brisodos sable et plateau | 6067126012 | 2,99 | L'étang | 6000395019 | 6,58 | | | |
| Les 15 arpents | 6067126013 | 5,02 | Autre ferme | 6000395020 | 2,30 | | | |
| Les longs sables | 6067126014 | 5,57 | La marette | 6000395021 | 3,04 | | | |
| ROUVRES EN MULTIEN 15,06 / 17,95 ha | Suite parc 09 | 6067126017 | 0,48 | | | | | |
| | Suite parc 10 | 6067126018 | 2,59 | | | | | |
| | Suite parc 11 | 6067126019 | 1,49 | | | | | |
| | Suite parc 12 | 6067126020 | 10,50 | | | | | |
| ROYAUCOURT 3,27 / 3,27 ha | Domeliers | 6034616015 | 3,27 | | | | | |

| Commune ha épannable/ ha surface totale | Parcelles | Code Suivra | Surface épannable ha | | |
|---|-----------------------|-------------|----------------------|---|-------------|
| SERANS 167,94 / 167,94 ha | La marnière | 6000395022 | 4,16 | Superficie totale épannable | 6 622,37 ha |
| | Bois de la quinte | 6060240001 | 9,38 | | |
| | Herbage | 6060240002 | 9,80 | | |
| | Les fourches 1 | 6060240015 | 11,15 | | |
| | Les fourches 2 | 6060240016 | 5,04 | Surface totale du plan épannage | 6 787,07 ha |
| | La vignette | 6060240017 | 4,27 | | |
| | La marette | 6060240019 | 3,15 | | |
| SILLY LE LONG 11,13 / 11,13 ha | Fond de lièvre | 6006849005 | 6,89 | 87 communes et 46 exploitations agricoles | |
| | Laurendeau 3 | 6006849102 | 0,7 | | |
| | Haut de sully 2 | 6063630021 | 3,54 | | |
| THERINES 3,15 / 3,15 ha | Chemin de la creuse | 6041932105 | 3,15 | | |
| TOURLY 24,35 / 24,44 ha | La croix blanche 2 | 6028743023 | 1,09 | | |
| | La croix blanche 2 | 6028743024 | 3,07 | | |
| | L'orme 1-2 | 6028743025 | 7,17 | | |
| | L'orme 2-2 | 6028743026 | 8,15 | | |
| | Fond de tourly 2 | 6028743101 | 4,87 | | |
| TRICOT 20,42 / 20,42 ha | La coopérative | 6034616026 | 4,87 | | |
| | Coivrel 1 | 6034616027 | 15,55 | | |
| TRUMILLY 87,63 / 87,66 ha | Sous balizy | 6074587001 | 35,11 | | |
| | La citerne | 6074587002 | 2,77 | | |
| VALDAMPIERRE 259,65 / 259,65 ha | Fosse aux prêtres | 6074587004 | 49,75 | | |
| | L'attanqueux (ilot 9) | 6044823001 | 12,65 | | |
| | Le chapron (ilot 8) | 6044823002 | 5,66 | | |
| | Montprovure (ilot 7) | 6044823004 | 28,05 | | |
| | Pouilly 1 (ilot 10) | 6044823010 | 3,03 | | |
| | Ilot 12 | 6044823012 | 75,20 | | |
| | Ilot 14 | 6044823014 | 8,52 | | |
| | Ilot 15 | 6044823015 | 2,72 | | |
| | Ilot 16 | 6044823016 | 8,82 | | |
| | Ilot 17 | 6044823017 | 61,15 | | |
| WACQUEMOULIN 93,83 / 106,48 ha | Montprovure 2 | 6044823041 | 2,67 | | |
| | Ilot 19 | 6044823019 | 6,32 | | |
| | Ilot 20 | 6044823020 | 12,53 | | |
| | Ilot 21 | 6044823021 | 2,33 | | |
| | Ilot 22 | 6044823022 | 30,00 | | |
| | Derrière l'arrêt | 6047327001 | 4,99 | | |
| | Derrière la ferme | 6047327002 | 5,00 | | |
| | Gué 1 | 6047327004 | 3,78 | | |
| | Chemin ménévillers | 6047327005 | 10,29 | | |
| | Gué 2 | 6047327006 | 5,97 | | |
| Quarneud | 6047327007 | 8,33 | | | |
| Gué 3 | 6047327008 | 4,91 | | | |
| Chemin ressons | 6047327009 | 14,23 | | | |
| Vectin | 6047327012 | 5,05 | | | |
| Cailloux | 6047327013 | 7,28 | | | |
| Trou à marné | 6047327015 | 7,16 | | | |
| Pâturer josselin | 6047327019 | 3,25 | | | |
| La neuville | 6047327021 | 9,64 | | | |
| Chemin perdu | 6047327022 | 3,33 | | | |
| La neuville 2 | 6047327121 | 0,62 | | | |



SIAAP - SITE SEINE AVAL
 Usine de production des boues déshydratées
 Route Centrale des Noyers
 78603 MAISONNAIS LAFFITTE
 Tél : 01.30.95.30.06

Dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'épandage des boues de Seine aval dans l'Oise - atlas cartographique - V1 - Décembre 2015



**ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION
 AU TITRE DES ARTICLES L. 214-1 A L. 214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
 CONCERNANT**

**RENOUVELLEMENT DE REJET DE LA STATION D'EPURATION SUR LA COMMUNE
 DE BEAUVAIS**

COMMUNES DE BEAUVAIS, ALLONNE, AUX MARAIS, BONLIER, FOUQUENIES, GOINCOURT,
 RAINVILLERS, SAINT LEGER EN BRAY, SAINT MARTIN LE NOEUD, TILLE, THERDONNE
 (HAMEAU DE WAGICOURT), WARLUISS
 DOSSIER N° 60-2016-00073

Le Préfet de l'Oise
 Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;
- VU le code de la santé publique ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- VU l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;
- VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- VU l'arrêté du 27 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface ;
- VU l'arrêté du 7 août 2015 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R 122-22 du code de l'environnement ;
- VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement reçu le 24 octobre 2016, présenté par la Communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB), représentée par Madame la Présidente, enregistré sous le n°60-2016-00073 et relatif au renouvellement de rejet de la station d'épuration sur la commune de BEAUVAIS ;
- VU l'avis du bureau Nature et Biodiversité de la Direction départementale des Territoires du 10 novembre 2016 ;
- VU l'avis favorable de l'Agence régionale de Santé Hauts de France du 12 décembre 2016 ;
- CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis dans le délai de 15 jours qui lui est légalement imparti sur le projet d'arrêté ;
- CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et

équilibrée de la ressource en eau en garantissant les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRETE

ARTICLE 1 - Objet de l'autorisation

La Communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB), représentée par Madame la Présidente, est autorisée en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante :

Renouvellement de rejet de la station d'épuration sur la commune de Beauvais.

Elle reçoit les effluents des communes de BEAUVAIS, ALLONNE, AUX MARAIS, BONLIER, FOUQUENIES, GOINCOURT, RAINVILLERS, SAINT LEGER EN BRAY, SAINT MARTIN LE NOEUD, TILLE, THERDONNE (Hameau de Wagicourt), WARLUIS.

Le système d'assainissement permet de traiter les charges de références suivantes :

Le débit de référence, entendu comme le débit au-delà duquel les objectifs de traitement minimum de rejet ne peuvent plus être garantis par la station, est de 25 400 m³/j.

La station d'épuration a une capacité de 110 000 équivalent habitant (EH).

Les charges de pollution entrante acceptées par la station sont de :

| | |
|------|-------------|
| DBO5 | 6 600 kg/j |
| MES | 8 600 kg/j |
| DCO | 13 900 kg/j |
| NTK | 1 650 kg/j |
| Ptot | 450 kg/j |

La rubrique définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

| Rubrique | Intitulé | Régime | Arrêté de prescriptions générales correspondant |
|----------|--|------------------------------------|---|
| 2.1.1.0 | Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D) | Autorisation 6 600 kg/j DBO5 | Arrêté du 21 juillet 2015 |

Filière de traitement :

Le traitement est de type boues activées en aération prolongée à faible charge, avec un traitement tertiaire complémentaire par déphosphatation.

Localisation :

La station est située sur la commune de BEAUVAIS, sur les parcelles cadastrées section BR numéros 88 et 448. Les coordonnées Lambert II étendu sont : X = 583 473,9 ; Y = 2 491 548,2. Les coordonnées Lambert 93 sont : X = 635 331,7 ; Y = 6 924 997,5.

ARTICLE 2 – Responsabilité du pétitionnaire

Il est responsable de l'exploitation du système de collecte et du système de traitement des eaux usées qui doit être réalisée de manière à minimiser la quantité totale de matière polluante déversée et respecter les normes de rejet imposées par le présent arrêté.

La Communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) est responsable de l'application des prescriptions du présent arrêté. La Communauté d'agglomération du Beauvaisis peut confier ces responsabilités à un concessionnaire ou à un mandataire au sens de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 pour ce qui concerne la construction ou la reconstruction totale ou partielle des ouvrages, et à un délégataire au sens de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 pour ce qui concerne l'exploitation des dits ouvrages en dehors de toutes mesures exceptionnelles ordonnées par le préfet.

Auquel cas, elle devra aviser le service de police de l'eau du nom du concessionnaire ou mandataire, ainsi que de l'exploitant. Elle devra en outre communiquer à ce service un exemplaire des documents administratifs et juridiques relatifs à cette opération, ainsi que de tous les additifs à ces actes au fur et à mesure de leur conclusion.

ARTICLE 3 – Prescriptions spécifiques au système de traitement des eaux usées

3.1- Règles applicables au rejet

Les normes de rejet à respecter pour la station de traitement des eaux usées de BEAUVAIS, dont la charge brute maximale de pollution organique est de 6 600 kg par jour de DBO5, sont :

| Paramètre | Concentration maximale du rejet (mesure moyenne sur 24 heures) |
|------------------|---|
| MES | 30 mg/l |
| DBO ₅ | 25 mg/l |
| DCO | 90 mg/l |
| NH ₄ | 7 mg/l |
| NGL | 10 mg/l |
| Ptot | 1 mg/l |

En cas de dépassement à caractère exceptionnel des charges de référence mentionnées ci-dessus, les rendements minimums à respecter sont : DBO5 = 80 % ; DCO = 75 % ; MES = 90 % ; NGL = 70 % ; P_{tot} = 80 %. Le caractère exceptionnel s'apprécie notamment pour les événements suivants : gel, rejet polluant d'origine exceptionnelle.

Le débit nominal journalier de la station est de 25 400 m³/j.

Le débit nominal de temps sec est de 1 400 m³/h, le débit nominal de temps de pluie est de 2 500 m³/h.

Tout déversement des eaux usées autres que domestiques se fera par autorisation communale selon la réglementation en vigueur (voir article L.1331-10 du code de la santé publique).

L'exutoire pour les eaux traitées est prévu dans un canal de comptage, avant rejet dans la rivière Le Thérain par une buse dans la continuité du canal final.

L'effluent rejeté ne devra pas dégager d'odeur et ne devra pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur.

Toute modification de traitement des effluents ayant pour effet de modifier l'origine ou la composition de ceux-ci devra faire l'objet d'une nouvelle déclaration.

Tout changement aux ouvrages susceptible d'augmenter le débit instantané maximum de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

3.2 – Boues de station d'épuration et sous-produits

Les prescriptions suivantes s'appliquent à l'ensemble des sous-produits des systèmes de collecte et de

traitement y compris de pré-traitement (curage, dessablage, dégrillage, déshuilage, bassin de stockage-restitution, bassin d'orage,...).

Les sables et les graisses feront l'objet d'une filière et d'un traitement spécifique. Les produits de dégrillage seront évacués au même titre que la filière de traitement des ordures ménagères.

En cas de modification de la destination des boues, la collectivité compétente présentera au service chargé de la Police de l'Eau la nouvelle filière envisagée. Celle-ci devra être conforme aux lois et règlements en vigueur.

3.3 – Conception du système d'épuration

Le système d'épuration est dimensionné, conçu, construit et exploité de manière telle qu'il puisse recevoir et traiter le flux de matière polluante correspondant à son débit et à sa charge de référence.

Le dimensionnement tient compte :

- des effluents non-domestiques raccordés au réseau de collecte, sous réserve que ceux-ci respectent les dispositions de leur convention de rejet ;
- des débits et des charges restitués par le système de collecte soit directement soit par l'intermédiaire de ses ouvrages de stockage ;
- des variations saisonnières de charge et de flux ;
- de la production de boues correspondante.

Les ouvrages de surverse seront munis de dispositifs permettant d'empêcher tout rejet d'objets flottants dans des conditions habituelles d'exploitation.

Les ouvrages sont conçus pour ne créer aucune gêne au niveau du bruit et des odeurs au voisinage de la station.

3.4 - Exploitation

Le système d'assainissement, qui comprend le système de collecte des eaux usées et le système de traitement devra être exploité de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées.

L'exploitant pourra à cet effet admettre provisoirement un débit ou une charge de matières polluantes excédant le débit ou la charge de référence de son installation, sans toutefois mettre en péril celle-ci. Il devra en aviser le service de police de l'eau au préalable.

3.5 - Entretien des ouvrages

L'exploitant et la collectivité compétente doivent pouvoir justifier à tout moment des dispositions prises pour assurer le respect des dispositions du présent arrêté.

Des performances acceptables pour le milieu naturel doivent être garanties en période d'entretien et de réparations prévisibles.

A cet effet, l'exploitant tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents et défauts de matériels recensés et les mesures prises pour y remédier ;
- les procédures à observer par le personnel d'entretien.

L'exploitant informera au préalable, au minimum un mois à l'avance, le service chargé de la police de l'eau, des périodes d'entretien et de réparations prévisibles des installations, et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux réceptrices et l'environnement.

Il précisera les caractéristiques des déversements (débits, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'importance et l'impact sur le milieu récepteur.

Le service chargé de la police de l'eau pourra, si nécessaire, dans les 15 jours ouvrés suivant la réception de l'information, prescrire des mesures visant à réduire les effets sur l'environnement et le milieu récepteur ou demander le report de l'opération si les effets sont jugés excessifs.

3.6 - Modifications ultérieures

La collectivité compétente devra informer préalablement le préfet de toute modification des données initiales relatives à la station d'épuration. En particulier, celles de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doivent être portées avant leurs réalisations à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle autorisation.

Tous les moyens devront être mis en œuvre pour disposer d'un système de traitement conforme à la réglementation.

3.7 - Formation du personnel

Le personnel d'exploitation devra avoir reçu une formation adéquate lui permettant de réagir dans toutes les situations de fonctionnement de la station.

3.8 – Manuel d'autosurveillance

La Communauté d'agglomération du Beauvaisis est responsable de la mise en place d'une surveillance du système de collecte des eaux usées et de la station de traitement des eaux usées ainsi que du milieu récepteur. Elle est responsable du contrôle du fonctionnement et de la fiabilité du dispositif d'autosurveillance, appareillage et procédures d'analyse.

Un manuel d'autosurveillance est rédigé en vue de la réalisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et de la masse d'eau réceptrice des rejets. Le Maître d'ouvrage y décrit de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les modalités de transmission des données conformément au scénario, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Ce manuel spécifie :

- 1° Les normes ou méthodes de référence utilisées pour la mise en place et l'exploitation des équipements d'autosurveillance ;
- 2° Les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données SANDRE ;
- 3° Les performances à atteindre en matière de collecte et de traitement fixées dans l'arrêté préfectoral relatif au système d'assainissement.

Il décrit les ouvrages épuratoires et recense l'ensemble des déversoirs d'orage (nom, taille, localisation de l'ouvrage et du ou des points de rejet associés, nom du ou des milieux concernés par le rejet notamment). Pour les agglomérations supérieures à 600 kg par jour de DBO5, l'existence d'un diagnostic permanent est mis en place.

Le manuel d'autosurveillance est transmis à l'agence de l'eau et au service police de l'eau. Il est régulièrement mis à jour et tenu à disposition de ces services sur le site de la station. L'agence de l'eau réalise une expertise technique du manuel, qu'elle transmet au service police de l'eau. Après expertise par l'agence de l'eau, le service police de l'eau valide le manuel.

Un unique manuel d'autosurveillance est à rédiger et à transmettre pour chaque système d'assainissement.

Dans le cas où plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent sur le système d'assainissement, chacun d'entre eux rédige la partie du manuel relative aux installations ou équipements (station ou système de collecte) dont il assure la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées assure la coordination et la cohérence de ce travail de rédaction et la transmission du document.

Le service police de l'eau s'assurera par des visites périodiques de la bonne représentativité des données fournies et de la pertinence du dispositif mis en place. A cet effet, il pourra mandater, en accord avec l'exploitant un organisme indépendant.

3.9 - Diagnostic du système d'assainissement

En application de l'article R. 2224-15 du code général des collectivités territoriales, pour les agglomérations d'assainissement générant une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 600 kg/j de DBO5, le maître d'ouvrage met en place et tient à jour le diagnostic permanent de son système d'assainissement.

Ce diagnostic est destiné à :

- 1° Connaître, en continu, le fonctionnement et l'état structurel du système d'assainissement ;
- 2° Prévenir ou identifier dans les meilleurs délais les dysfonctionnements de ce système ;
- 3° Suivre et évaluer l'efficacité des actions préventives ou correctrices engagées ;

4° Exploiter le système d'assainissement dans une logique d'amélioration continue. Le contenu de ce diagnostic permanent est opérationnel au plus tard dans les 5 ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Suivant les besoins et enjeux propres au système, ce diagnostic peut notamment porter sur les points suivants :

- 1° La gestion des entrants dans le système d'assainissement : connaissance, contrôle et suivi des raccordements domestiques et non domestiques ;
- 2° L'entretien et la surveillance de l'état structurel du réseau : inspections visuelles ou télévisuelles des ouvrages du système de collecte ;
- 3° La gestion des flux collectés/transportés et des rejets vers le milieu naturel : installation d'équipements métrologiques et traitement/analyse/valorisation des données obtenues ;
- 4° La gestion des sous-produits liés à l'exploitation du système d'assainissement.

Le plan du réseau et des branchements est tenu à jour par le maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales. Ce plan est fourni au service en charge du contrôle.

Dès que ce diagnostic sera achevé, le maître d'ouvrage devra transmettre au service en charge du contrôle, un document synthétisant les résultats obtenus et les améliorations envisagées du système de collecte.

Il sera suivi, si nécessaire, d'un programme d'actions visant à corriger les dysfonctionnements éventuels et, quand cela est techniquement et économiquement possible, d'un programme de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible, en vue de limiter leur introduction dans le réseau de collecte. Les conclusions de l'étude diagnostique pourront faire l'objet d'un arrêté de prescriptions spécifiques complémentaire.

3.10 - Autosurveillance du fonctionnement du système de traitement

L'exploitant ou à défaut la collectivité compétente sera tenu d'établir un suivi du fonctionnement du traitement de l'installation. La nature et la fréquence minimale des mesures seront les suivantes :

| Paramètres | Unité | Fréquences minimales des mesures (nombre de jours par an) |
|------------------|-------------------|---|
| pH | | 156 |
| Débit | m ³ /j | 365 |
| DBO ₅ | mg/l | 104 |
| DCO | mg/l | 156 |
| MES | mg/l | 156 |
| NTK | mg/l | 52 |
| NH ₄ | mg/l | 52 |
| NO ₂ | mg/l | 52 |
| NO ₃ | mg/l | 52 |
| Ptotal | mg/l | 52 |

Les mesures seront réalisées sur un échantillon moyen journalier.

3.11 - Transmission des résultats et bilan de fonctionnement

Les résultats des analyses de l'autosurveillance de la station d'épuration, exigés à l'article 3.8 du présent arrêté, devront être transmis au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau au plus tard à la fin du mois N+1 qui suit le mois N de réalisation de la mesure. La transmission régulière des données d'autosurveillance est effectuée dans le cadre du format informatique relatif aux échanges des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement du service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE).

L'ensemble des informations relatives au fonctionnement du système d'assainissement (système de traitement et système de collecte), exigées dans les articles 3.8 et 3.9 du présent arrêté, sera tenu sur le manuel d'autosurveillance à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

Un bilan de fonctionnement du système d'assainissement sera adressé tous les ans au service chargé

de la police de l'eau et à l'agence de l'eau. Ce bilan annuel est un document synthétique qui comprend notamment :

- 1° Un bilan du fonctionnement du système d'assainissement, y compris le bilan des déversements et rejets au milieu naturel (date, fréquence, durée, volumes et, le cas échéant, flux de pollution déversés) ;
- 2° Les éléments relatifs à la gestion des déchets issus du système d'assainissement (déchets issus du curage de réseau, sables, graisses, refus de dégrillage, boues produites...) ;
- 3° Les informations relatives à la quantité et la gestion d'éventuels apports extérieurs (quantité, qualité) : matières de vidange, boues exogènes, lixiviats, effluents industriels, ... ;
- 4° La consommation d'énergie et de réactifs ;
- 5° Un récapitulatif des événements majeurs survenus sur la station (opérations d'entretien, pannes, situations inhabituelles...) ;
- 6° Une synthèse annuelle des informations et résultats d'autosurveillance de l'année précédente. En outre, un rapport présentant l'ensemble des résultats des mesures de la surveillance complémentaire, relative à la présence de micropolluants dans les rejets est annexé au bilan annuel ;
- 7° Un bilan des contrôles des équipements d'autosurveillance réalisés par le maître d'ouvrage ;
- 8° Un bilan des nouvelles autorisations de déversement dans le système de collecte délivrées durant l'année concernée et du suivi des autorisations en vigueur ;
- 9° Un bilan des alertes effectuées par le maître d'ouvrage ;
- 10° Les éléments du diagnostic du système d'assainissement ;
- 11° Une analyse critique du fonctionnement du système d'assainissement ;
- 12° Une autoévaluation des performances du système d'assainissement au regard des exigences du présent arrêté ;
- 13° La liste des travaux envisagés dans le futur, ainsi que leur période de réalisation lorsqu'elle est connue.

Outre l'envoi au service chargé de la police de l'eau, le (ou les) maître(s) d'ouvrage du système de collecte transmet son bilan annuel de fonctionnement au maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées. Ce dernier synthétise les éléments du bilan annuel de fonctionnement du système de collecte dans son propre bilan, afin de disposer d'une vision globale du fonctionnement du système d'assainissement.

En cas de dépassement des seuils autorisés, la transmission devra être immédiate et être accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

3.12 - Contrôles inopinés

Le service chargé de la police de l'eau pourra procéder à des contrôles inopinés sur les paramètres visés à l'article 3.10 du présent arrêté. Dans ce cas, un double de l'échantillon sera remis à l'exploitant.

Ce service examinera la conformité des résultats de l'autosurveillance et des contrôles inopinés aux prescriptions édictées à l'article 3.1 du présent arrêté.

ARTICLE 4 - Prescriptions spécifiques au système de collecte

4.1- Conception et réalisation du système de collecte

Les ouvrages devront être conçus, réalisés, entretenus et exploités de manière à éviter les fuites et les apports d'eaux claires parasites et à acheminer les flux correspondant à leur débit de référence.

4.2- Exploitation et entretien du système de collecte

Les ouvrages devront être exploités et entretenus de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées au milieu récepteur, dans toutes les conditions de fonctionnement.

En application de l'article R. 2224-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées devra être réalisé tous les dix ans.

Surveillance du réseau de collecte :

La surveillance du réseau doit être réalisée par tout moyen approprié.

L'exploitant vérifie la qualité des branchements. Il évalue la quantité annuelle des sous produits de curage et de décantation du réseau (en quantité de matière sèche).

Les déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux destinés à collecter un flux polluant journalier supérieur à 600 kg/j seront équipés d'un dispositif de mesure du débit et d'un préleveur.

Les déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux destinés à collecter un flux polluant journalier supérieur à 120 kg/j seront équipés d'un dispositif de mesure du débit.

Bilan annuel de surveillance du système d'assainissement :

L'exploitant ou à défaut la Communauté d'agglomération du Beauvaisis rédige au début de l'année N + 1 le bilan annuel des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement effectués l'année N, qu'il transmet au service police de l'Eau et à l'agence de l'eau Seine Normandie avant le 1^{er} mars de l'année N + 1. Les résultats de la surveillance du réseau de collecte font partie de ce bilan annuel.

4.3- Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Le maître d'ouvrage s'assure que les prescriptions réglementaires concernant la sécurité des travailleurs, la prévention des nuisances pour le personnel, la protection contre les incendies, celles relatives aux réactifs sont respectées.

Le personnel d'exploitation devra avoir reçu une formation adéquate lui permettant de réagir dans toutes les situations de fonctionnement de la station.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté et lors de circonstances exceptionnelles, la transmission des bilans d'autosurveillance au service police de l'eau sera immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements constatés et ainsi que sur les actions correctrices mises en œuvre ou envisagées.

4.4- Raccordements

Les eaux pluviales (gouttières et drains) ne devront pas être raccordées au réseau des eaux usées du système de collecte.

La collectivité compétente devra instruire et autoriser éventuellement les demandes de raccordement d'effluents non domestiques en fonction de leur composition en relation avec les gestionnaires de réseau.

Les effluents collectés ne devront ainsi pas contenir :

- des produits susceptibles de dégager directement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites ;
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

ARTICLE 5 – Prescriptions relatives aux micropolluants

La réalisation de campagnes de mesures de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par la station de traitement, notamment dans le cas où les micropolluants visés sont réglementés ou ont été identifiés comme pertinents ou problématiques au niveau local ainsi que le suivi analytique régulier des micropolluants qui auront été caractérisés comme pertinents ou significatifs, fera l'objet d'un arrêté complémentaire, pris en application de l'article R214-17 du code de l'environnement, en application de l'instruction gouvernementale du 12 août 2016.

ARTICLE 6 – Dispositions générales

6.1- Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des

travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement.

6.2- Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

6.3- Préservation du site et desserte

Les ouvrages devront être implantés et gérés de manière à préserver des nuisances de voisinage les habitations et établissements recevant du public.

Il sera notamment tenu compte des extensions prévisibles des ouvrages et des habitations.

Le site devra être maintenu en permanence en état de propreté.

6.4- Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

6.5- Accès aux installations

L'ensemble des installations de la station d'épuration doit être limité par une clôture et leur accès interdit à toute personne non autorisée.

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

6.6- Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La collectivité compétente devra se conformer à toutes les nouvelles dispositions réglementaires.

ARTICLE 7 – Prise d'effet et durée

Le présent arrêté donnant acte à l'exploitation de l'installation déclarée est accordé pour une durée de 15 ans venant à expiration le 31 décembre 2032.

Elle cessera de plein droit, à cette date si la déclaration de renouvellement n'est pas intervenue. La demande de renouvellement devra être déposée 2 ans au moins avant la fin de validité.

ARTICLE 8 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 9 - Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise dans les mairies de BEAUVAIS, ALLONNE, AUX MARAIS, BONLIER, FOUQUENIES, GOINCOURT, RAINVILLERS, SAINT LEGER EN BRAY, SAINT MARTIN LE NOEUD, TILLE, THERDONNE, WARLUIS pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'État (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

ARTICLE 10 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise, les Maires des communes de BEAUVAIS, ALLONNE, AUX MARAIS, BONLIER, FOUQUENIES, GOINCOURT, RAINVILLERS, SAINT LEGER EN BRAY, SAINT MARTIN LE NOEUD, TILLE, THERDONNE, WARLUIS, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, la Présidente de la Communauté d'agglomération du Beauvaisis, le Commandant du groupement de gendarmerie de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera également notifiée à :

- Mme la Directrice de Cabinet du Préfet ;
- M. le Directeur de l'Agence de l'eau du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts de France ;
- M. le Président du Conseil départemental de l'Oise.

A BEAUVAIS, le 21 AVR. 2017

Le Préfet de l'Oise

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Blaise GOURTAY

PRÉFET DE L'OISE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNANT

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

COMMUNE DE COUDUN
DOSSIER N°60-2013-00122

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de la SCEA Fantauzzi sur la commune de Coudun ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L. 214-3 du code de l'environnement, présentée par la SCEA Fantauzzi relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de Coudun ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de la SCEA Fantauzzi sur la commune de Coudun est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de COUDUN pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Compiègne, le Maire de la commune de COUDUN, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le **24 AVR. 2017**

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Blaise GOURTAY

PRÉFET DE L'OISE

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

**COMMUNE DE NEUFVY-SUR-ARONDE
DOSSIER N°60-2013-00040**

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de l'EARL du PREURE sur la commune de Neufvy-sur-Aronde ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par l'EARL du PRIEURE relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de Neufvy-sur-Aronde ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de l'EARL du PRIEURE sur la commune de Neufvy-sur-Aronde est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de NEUFVY-SUR-ARONDE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Compiègne, le Maire de la commune de NEUFVY-SUR-ARONDE, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le 24 AVR. 2017

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Blaise GOURTAY

Pièce jointe : Arrêté du 11 septembre 2003 NOR DEVE0320172A

PRÉFET DE L'OISE

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

COMMUNE D'ESTREES-SAINT-DENIS
DOSSIER N°60-2013-00030

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de la SCEA BIGO ET CAVROIS sur la commune d'Estrées Saint Denis ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par la SCEA BIGO ET CAVROIS relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune d'Estrées Saint Denis ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

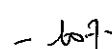
CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;



ARRETE

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation de cultures de la SCEA BIGO et CAVROIS sur la commune d'Estrées-Saint-Denis est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune d'ESTREES-SAINT-DENIS pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Compiègne, le Maire de la commune d'ESTREES-SAINT-DENIS, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le 24 AVR. 2017

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Blaise GOURTAY

PRFET DE L'OISE

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

**COMMUNES DE FRANCIERES et GOURNAY-SUR-ARONDE
DOSSIER N°60-2013-00058**

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de la SA de Francières sur les communes de Francières et Gurnay-sur-Aronde ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par la SA de Francières relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur les communes de Francières et Gournay-sur-Aronde ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

PRÉFET DE L'OISE

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

**COMMUNES DE MONTIERS ET DE RAVENEL
DOSSIER N°60-2014-00069**

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de la SA de Francières sur les communes de Francières et Gournay-sur-Aronde est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise aux communes de FRANCIERES et GOURNAY-SUR-RONDE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDB) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Compiègne, les Maires des communes de FRANCIERES et GOURNAY-SUR-ARONDE, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le 24 AVR. 2017

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Blaise GOURTAY

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif (VMPO) pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2015 autorisant le prélèvement de Monsieur Thierry LELEU sur les communes de Montiers et Ravenel ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par M. Thierry LELEU relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de RAVENEL ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 22 janvier 2015 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de Monsieur Thierry LELEU sur les communes de Montiers et Ravenel est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise aux communes de MONTIERS et RAVENEL pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, la Secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont, les Maires des communes de MONTIERS et de RAVENEL, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le **24 AVR. 2017**

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Blaise GOURTAY

PRÉFET DE L'OISE

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

**COMMUNE DE GRANDVILLERS-AUX-BOIS
DOSSIER N°60-2013-00052**

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de l'EARL des Trois Tilleuls sur la commune de Grandvillers-aux-bois ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par l'EARL des Trois Tilleuls relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de Grandvillers-aux-bois ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de l'EARL des Trois Tilleuls sur la commune de Grandvillers-aux-bois est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de GRANDVILLERS-AUX-BOIS pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.


Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, la Secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont, le Maire de la commune de GRANDVILLERS-AUX-BOIS, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le 24 AVR. 2017

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Blaise COURTAY

Pièce jointe : Arrêté du 11 septembre 2003 NOR DEVE0320172A

PRÉFET DE L'OISE

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

COMMUNE DE MONTMARTIN
DOSSIER N°60-2013-00082

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de l'EARL la Cancale sur la commune de Montmartin ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par l'EARL la Cancale relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de Montmartin ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de l'EARL la Cancale sur la commune de Montmartin est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de MONTMARTIN pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Compiègne, le Maire de la commune de MONTMARTIN, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le **24 AVR. 2017**

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Blaise GOURTAY

PRÉFET DE L'OISE

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

COMMUNE DE LATAULE
DOSSIER N°60-2013-00051

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélèvement Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de l'EARL de la Somme d'Or sur la commune de Lataule ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par l'EARL de la Somme d'Or relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de Lataule ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

PRÉFET DE L'OISE

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de l'EARL de la Somme d'Or sur la commune de Lataule est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de LATAULE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

**COMMUNE DE MAIGNELAY-MONTIGNY
DOSSIER N°60-2013-00027**

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :


- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Compiègne, le Maire de la commune de LATAULE, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le 24 AVR. 2017
Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Blaise GOURTAY

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de l'EARL COULLARE sur la commune de Maignelay-Montigny ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par l'EARL COULLARE relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de Maignelay-Montigny ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

PRÉFET DE L'OISE

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

COMMUNE DE MONCHY-HUMIERES
DOSSIER N°60-2013-00114

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de l'EARL COULLARE sur la commune de Maignelay-Montigny est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de MAIGNELAY-MONTIGNY pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, la Secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont, le Maire de la commune de MAIGNELAY-MONTIGNY, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le 24 AVR. 2017

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Blaise GOURTAY

Pièce jointe : Arrêté du 11 septembre 2003 NOR DEVE0320172A

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de l'EARL Maman sur la commune de Monchy-Humières ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par l'EARL Maman relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de Monchy-Humières ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

PRÉFET DE L'OISE

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de l'EARL Maman sur la commune de Monchy-Humières est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de MONCHY-HUMIERES pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

COMMUNES DE MAIGNELAY-MONTIGNY et SAINT-MARTIN-AUX-BOIS
DOSSIERS N°60-2013-00079 et N°60-2013-00080

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Compiègne, le Maire de la commune de MONCHY HUMIERES, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le 24 AVR. 2017

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Blaise GOURTAY

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de l'EARL Ferme des Vallées sur les communes de MAIGNELAY-MONTIGNY et de SAINT-MARTIN-AUX-BOIS ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par l'EARL Ferme des Vallées relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur les communes de Maignelay-Montigny et Saint Martin aux bois ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

PRÉFET DE L'OISE

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

COMMUNE DE MONTIERS
DOSSIER N°60-2013-00059

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de l'EARL Ferme des Vallées sur les communes de MAIGNELAY-MONTIGNY et de SAINT-MARTIN-AUX-BOIS ; est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise aux communes de MAIGNELAY-MONTIGNY et de SAINT-MARTIN-AUX-BOIS pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.


Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, les Sous-Préfets des arrondissements de Compiègne et de Clermont, les Maires des communes de MAIGNELAY-MONTIGNY et de SAINT-MARTIN-AUX-BOIS, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le **24 AVR. 2017**

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Blaise GOURTAY

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de l'EARL Marsaux sur la commune de Montiers ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par l'EARL Marsaux relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de Montiers ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDÉRANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDÉRANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

PRÉFET DE L'OISE

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

COMMUNE DE MONTIERS
DOSSIER N°60-2013-00086

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de l'EARL Marsaux sur la commune de Montiers est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de MONTIERS pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :


- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, la Secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont, le Maire de la commune de MONTIERS, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le **24 AVR. 2017**
Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Blaise GOURTAY

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de la SCEA Ferme de Montgérain sur la commune de Montiers ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par la SCEA Ferme de Montgérain relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de Montiers ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

PRÉFET DE L'OISE

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de la SCEA Ferme de Montgerain sur la commune de Montiers est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de MONTIERS pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.


Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, la Secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont, le Maire de la commune de MONTIERS, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le **24 AVR. 2017**

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Blaise GOURTAY

Pièce jointe : Arrêté du 11 septembre 2003 NOR DEVE0320172A

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

**COMMUNE DE MOYENNEVILLE
DOSSIER N°60-2013-00081**

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de M. Christophe THIEBAUT sur la commune de Moyenneville ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par M. Christophe THIEBAUT relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de Moyenneville ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

PRÉFET DE L'OISE

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de M. Christophe THIEBAUT sur la commune de Moyenneville est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de MOYENNEVILLE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, la Secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont, le Maire de la commune de MOYENNEVILLE, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le 24 AVR. 2017

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Blaise GOURTAY

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

COMMUNE DE MOYENNEVILLE
DOSSIER N°60-2013-00092

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de l'EARL Jean BIGO sur la commune de Moyenneville ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par l'EARL Jean BIGO relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de Moyenneville ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

PRÉFET DE L'OISE

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de l'EARL Jean BIGO sur la commune de Moyenneville est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de MOYENNEVILLE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, la Secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont, le Maire de la commune de MOYENNEVILLE, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le **24 AVR. 2017**
Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Blaise GOURTAY

Pièce jointe : Arrêté du 11 septembre 2003 NOR DEVE0320172A

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

COMMUNE DE ROUVILLERS
DOSSIER N°60-2013-00042

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de la SCEA de WARNAVILLERS sur la commune de Rouvillers ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par la SCEA de WARNAVILLERS relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de Rouvillers ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de la SCEA de WARNAVILLERS sur la commune de Rouvillers est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de ROUVILLERS pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, la Secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont, le Maire de la commune de ROUVILLERS, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le 24 AVR. 2017

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Blaise GOURTAY

Pièce jointe : Arrêté du 11 septembre 2003 NOR DEVE0320172A

PRÉFET DE L'OISE

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

COMMUNE DE ROUVILLERS
DOSSIER N°60-2013-00101

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélevable Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de l'Indivision LEFEVRE sur la commune de Rouvillers ;

VU la demande de prorogation déposée le 21 décembre 2016, au titre des articles L. 214-3 du code de l'environnement, présentée par l'Indivision LEFEVRE relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de Rouvillers ;

VU l'avis favorable du 2 mars 2017 de la CLE du SAGE Oise-Aronde sur le report d'un an de la diminution du volume alloué à l'irrigation au titre du VMPO ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la mise en place de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) de la ZRE de l'Aronde ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la campagne 2017 d'irrigation agricole sur le bassin de l'Aronde ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code l'Environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable tacite sur le projet de prorogation d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

ARRETE

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de l'Indivision LEFEVRE sur la commune de Rouvillers est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de ROUVILLERS pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, la Secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont, le Maire de la commune de ROUVILLERS, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

A Beauvais, le **24 AVR. 2017**

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Blaise



PRÉFET DE L'OISE

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT PROROGATION DE L'AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT**

Le Prélèvement d'eau pour l'irrigation de cultures

COMMUNE DE CRESSONSACQ
DOSSIER N°60-2013-00031

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Oise-Aronde ;

VU l'arrêté n°2009-1028 en date du 31 juillet 2009 du Préfet de région d'Ile de France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie relatif à la mise à jour des zones de répartition des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;

VU la demande de prorogation déposée le 27 janvier 2017, au titre des articles L 214-3 du code de l'environnement, présentée par l'EARL Hubert DOISY représentée par M. Hubert DOISY relative à un prélèvement d'eau souterraine pour l'irrigation de cultures sur la commune de CRESSONSACQ ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde du 4 octobre 2013 ayant approuvé le Volume Maximum Prélèvement Objectif pour l'usage d'irrigation agricole sur la ZRE de l'Aronde ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant le prélèvement de Monsieur Hubert DOISY sur la commune de Cressonsacq ;

CONSIDERANT le classement du bassin de l'Aronde en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) ;

CONSIDERANT que l'organisation de la gestion volumétrique et partagée de la ressource en eau dans le cadre du classement en zone de répartition des eaux du bassin de l'Aronde n'est pas mise en place à ce jour ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'Environnement.

Sur proposition du Directeur départemental des Territoires de l'Oise

ARRETE

Blaise

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION



PRÉFET DE L'OISE

Article 1 Objet de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation de prélever de l'eau souterraine pour l'irrigation des cultures de Monsieur Hubert DOISY sur la commune de Cressonsacq est prorogé jusqu'au 31 décembre 2017, afin de maintenir la possibilité d'irriguer avant la mise en place de l'Organisme Unique de Gestion (OUGC) de la ZRE de l'Aronde.

Article 2 Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de CRESSONSACQ pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat (IDE) pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 3 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, la Secrétaire générale adjointe, Sous-préfète chargée de l'arrondissement de Clermont, le Maire de la commune de CRESSONSACQ, le pétitionnaire, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du groupement de gendarmerie de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur territorial de l'Agence de l'eau du bassin Seine-Normandie ;
- M. le Président de la Commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts de France.

A Beauvais, le 12 Mai 2017

Le directeur départemental
des Territoires
Jean GUINARD

Pièce jointe : Arrêté du 11 septembre 2003 NOR DEVE0320172A

Arrêté modifiant l'arrêté préfectoral du 21 mars 2016 renouvelant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de l'Oise – Formation « Sites et Paysages »

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R.341-16 à R.341-25 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu les décrets n° 2017-81 et 2017-82 du 26 janvier 2017 relatifs à l'autorisation environnementale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2006, modifié portant création de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2016 renouvelant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, en sa formation "Sites et Paysages" pour une durée de trois ans, modifié par l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2016 ;

Considérant que l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 précitée a inscrit de manière définitive dans le code de l'environnement un dispositif d'autorisation environnementale unique, en fixant notamment les conditions de délivrance et de mise en œuvre de l'autorisation ;

Considérant la nécessité de modifier l'arrêté préfectoral du 21 mars 2016 précité, pour ce qui concerne la formation Sites et paysages - "Eolien" ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation « Sites et Paysages » se compose ainsi qu'il suit :

1. collège de représentants des services de l'État

- deux représentants de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- un représentant du service territorial de l'architecture et du patrimoine,
- un représentant de la direction départementale des territoires,
- un représentant de la direction régionale des affaires culturelles.

2. collège de représentants élus des collectivités territoriales

- deux conseillers départementaux désignés par le conseil départemental de l'Oise

| Titulaires | Suppléants |
|--------------------|----------------------|
| Mme Nicole Colin | Mme Nicole Ladurelle |
| Mme Nicole Cordier | Mme Martine Borgoo |

- deux maires désignés par l'union des maires de l'Oise

| Titulaires | Suppléants |
|---|--|
| Mme Isabelle Barthe, Maire de Cernoy | M. Jacques Pinsson, Maire de Villers-sous-Saint-Leu |
| M. Jean-Paul Douet, Maire de Montagny-Sainte-Félicité | M. Jean-François Dufour, Maire de La-Neuville-en-Hez |

- un représentant d'un établissement public de coopération intercommunale intervenant en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire

| Titulaire | Suppléant |
|--|---|
| Mme Béatrice Martin, Agglomération de la région de Compiègne | M. Patrick Floury, Président de la communauté de communes de la Basse Automne |

3. collège des personnalités qualifiées

- deux représentants "sciences de la nature, protection des sites ou du cadre de vie"

| Titulaires | Suppléants |
|--|---|
| M. le Directeur d'agence de l'Office national des forêts ou son représentant | |
| Mme Nathalie Hébert, paysagiste conseil | Mme Jocelyne Duvert, paysagiste conseil |

- un représentant d'associations agréées de protection de l'environnement

| Titulaire | Suppléant |
|---------------------------------|-------------------------|
| M. Jean-Claude Bocquillon, ROSO | M. Franck Deboise, ROSO |

- deux représentants des organisations agricole et sylvicole

| Titulaires | Suppléants |
|--|--|
| M. Ludovic Chartier, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Oise | M. Patrice Paillard, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Oise |
| M. François Bacot, Les Forestiers Privés de l'Oise | M. Denis Harle d'Ophove, Les Forestiers Privés de l'Oise |

4. collège des personnes compétentes

- cinq représentants en aménagement du territoire, urbanisme, paysage, architecture et environnement

| Titulaires | Suppléants |
|---|--|
| M. Thierry Bourbier, chambre d'agriculture | M. Jean-Louis Parmentier, chambre d'agriculture |
| M. Benoît Duflos, conseil régional de l'ordre des architectes de Picardie | M. Jean-Marc Lepic, conseil régional de l'ordre des architectes de Picardie |
| M. Patrice Marchand, parc naturel régional Oise Pays de France | Mme Sylvie Capron, parc naturel régional Oise Pays de France |
| M. Pierre Dron, conservatoire des sites naturels de Picardie | M. Emmanuel Das Gracas, conservatoire des sites naturels de Picardie |
| M. Jean-Marc Hoeblich, Maître de conférences, Université de Picardie | M. Laurent Chalumeau, Maître de conférences, Géographe, Université de Picardie |

Lorsque la commission est amenée à examiner des dossiers relatifs aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, le collège est représenté comme suit :

| Titulaires | Suppléants |
|--|--|
| M. Thierry Bourbier, chambre d'agriculture | M. Jean-Louis Parmentier, chambre d'agriculture |
| M. Pierre Dron, conservatoire des sites naturels de Picardie | M. Emmanuel Das Gracas, conservatoire des sites naturels de Picardie |
| M. Jean-Marc Hoeblich, Maître de conférences, Université de Picardie | M. Laurent Chalumeau, Maître de conférences, Géographe, Université de Picardie |
| M. Giacomo Lunazzi, Syndicat des énergies renouvelables (SER) | Mme Coralie Saenz, Syndicat des énergies renouvelables (SER) |
| M. Loïc Espagnet, France Energie Eolienne (FEE) | M. Nicolas David, France Energie Eolienne (FEE) |

ARTICLE 2

Conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2016 renouvelant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, les membres désignés sont nommés jusqu'au 21 mars 2019.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le directeur départemental des territoires de l'Oise, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Fait à Beauvais, le

31 MAI 2017

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général


Blaise GOURTAY

COMMISSION LOCALE D'AGRÈMENT ET DE CONTRÔLE NORD

Extrait individuel de la décision
n°AUT-N1-2017-05-24-A-00058373
portant délivrance d'une autorisation d'exercer

BFSP SECURITE PRIVEE
A l'attention du dirigeant
6-8 avenue de Creil
60300 SENLIS

La Commission locale d'agrément et de contrôle Nord,

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, en ses parties législative et réglementaire ;
Vu le décret n° 2016-515 du 26 avril 2016 relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité et au Conseil national des activités privées de sécurité ;
Vu la demande présentée le 04/05/2017, par le dirigeant ou gérant, pour obtenir une autorisation d'exercer, pour le compte de l'établissement BFSP SECURITE PRIVEE sis 6-8 avenue de Creil 60300 SENLIS.

Considérant qu'il résulte de l'instruction que cette demande est conforme aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;

DECIDE

Article 1 : Une autorisation d'exercer numéro AUT-060-2116-05-24-20170604738 est délivrée à BFSP SECURITE PRIVEE, sis 6-8 avenue de Creil, 60300 SENLIS et de numéro SIRET ou autre référence 82910264900011.

Article 2 : Elle autorise son bénéficiaire à exercer la ou les activités privées de sécurité suivantes :
- Surveillance ou gardiennage

Article 3 : En application des articles L612-16 et L612-17 du code de la sécurité intérieure, la présente autorisation d'exercer peut être retirée ou suspendue à tout moment si les conditions initiales de sa délivrance ne sont plus remplies.

Fait à Lille, le 24/05/2017

Pour la Commission locale d'agrément et de contrôle Nord
Le Président

Jean-Christophe BOUVIER

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour former un recours administratif préalable obligatoire auprès de la Commission nationale d'agrément et de contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS), située 2-4-6 boulevard Poissonnière - 75 009 PARIS. La Commission nationale statuera sur le fondement de la situation de fait et de droit prévalant à la date de sa décision. Ce recours est obligatoire avant tout recours contentieux. Le recours contentieux peut être exercé auprès du tribunal administratif du lieu de votre résidence dans les deux mois à compter soit de la notification de la décision expresse prise par la Commission nationale d'agrément et de contrôle, soit de l'acquisition de la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par la Commission nationale d'agrément et de contrôle pendant deux mois à compter de la date de la réception du recours administratif préalable obligatoire.

COMMISSION LOCALE D'AGRÈMENT ET DE CONTRÔLE NORD

Extrait individuel de la décision
n°AUT-N1-2017-05-24-A-00058373
portant délivrance d'une autorisation d'exercer

KOLIAS SECURITE PRIVEE
A l'attention du dirigeant
16 rue de la Tapisserie
60000 BEAUVAIS

La Commission locale d'agrément et de contrôle Nord,

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, en ses parties législative et réglementaire ;
Vu le décret n° 2016-515 du 26 avril 2016 relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité et au Conseil national des activités privées de sécurité ;
Vu la demande présentée le 10/05/2017, par le dirigeant ou gérant, pour obtenir une autorisation d'exercer, pour le compte de l'établissement KOLIAS SECURITE PRIVEE sis 16 rue de la Tapisserie 60000 BEAUVAIS.

Considérant qu'il résulte de l'instruction que cette demande est conforme aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;

DECIDE

Article 1 : Une autorisation d'exercer numéro AUT-060-2116-05-24-20170605316 est délivrée à KOLIAS SECURITE PRIVEE, sis 16 rue de la Tapisserie, 60000 BEAUVAIS et de numéro SIRET ou autre référence 82901414100016.

Article 2 : Elle autorise son bénéficiaire à exercer la ou les activités privées de sécurité suivantes :
- Surveillance ou gardiennage

Article 3 : En application des articles L612-16 et L612-17 du code de la sécurité intérieure, la présente autorisation d'exercer peut être retirée ou suspendue à tout moment si les conditions initiales de sa délivrance ne sont plus remplies.

Fait à Lille, le 24/05/2017

Pour la Commission locale d'agrément et de contrôle Nord
Le Président

Jean-Christophe BOUVIER

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour former un recours administratif préalable obligatoire auprès de la Commission nationale d'agrément et de contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS), située 2-4-6 boulevard Poissonnière - 75 009 PARIS. La Commission nationale statuera sur le fondement de la situation de fait et de droit prévalant à la date de sa décision. Ce recours est obligatoire avant tout recours contentieux. Le recours contentieux peut être exercé auprès du tribunal administratif du lieu de votre résidence dans les deux mois à compter soit de la notification de la décision expresse prise par la Commission nationale d'agrément et de contrôle, soit de l'acquisition de la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par la Commission nationale d'agrément et de contrôle pendant deux mois à compter de la date de la réception du recours administratif préalable obligatoire.

COMMISSION LOCALE D'AGRÈMENT ET DE CONTRÔLE NORD

Extrait individuel de la décision
n°AUT-N1-2017-05-24-A-00058373
portant délivrance d'une autorisation d'exercer

DELTA SECURITY SOLUTIONS
A l'attention du dirigeant
9, chemin des remises
60410 VERBERIE

La Commission locale d'agrément et de contrôle Nord,

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, en ses parties législative et réglementaire ;
Vu le décret n° 2016-515 du 26 avril 2016 relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité et au Conseil national des activités privées de sécurité ;
Vu la demande présentée le 18/05/2017, par le dirigeant ou gérant, pour obtenir une autorisation d'exercer, pour le compte de l'établissement DELTA SECURITY SOLUTIONS sis 9, chemin des remises 60410 VERBERIE.

Considérant qu'il résulte de l'instruction que cette demande est conforme aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;

DECIDE

Article 1 : Une autorisation d'exercer numéro AUT-060-2116-05-24-20170606838 est délivrée à DELTA SECURITY SOLUTIONS, sis 9, chemin des remises, 60410 VERBERIE et de numéro SIRET ou autre référence 97351001901017.

Article 2 : Elle autorise son bénéficiaire à exercer la ou les activités privées de sécurité suivantes :
- Surveillance ou gardiennage

Article 3 : En application des articles L612-16 et L612-17 du code de la sécurité intérieure, la présente autorisation d'exercer peut être retirée ou suspendue à tout moment si les conditions initiales de sa délivrance ne sont plus remplies.

Fait à Lille, le 24/05/2017

Pour la Commission locale d'agrément et de contrôle Nord
Le Président

Jean-Christophe BOUVIER

COMMISSION LOCALE D'AGRÈMENT ET DE CONTRÔLE NORD

Extrait individuel de la décision
n°AUT-N1-2017-05-24-A-00058373
portant délivrance d'une autorisation d'exercer

APREGARD
A l'attention du dirigeant
bat alto
5 rue maldstone
60000 BEAUVAIS

La Commission locale d'agrément et de contrôle Nord,

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, en ses parties législative et réglementaire ;
Vu le décret n° 2016-515 du 26 avril 2016 relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité et au Conseil national des activités privées de sécurité ;
Vu la demande présentée le 13/04/2017, par le dirigeant ou gérant, pour obtenir une autorisation d'exercer, pour le compte de l'établissement APREGARD sis 5 rue maldstone bat alto 60000 BEAUVAIS.

Considérant qu'il résulte de l'instruction que cette demande est conforme aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;

DECIDE

Article 1 : Une autorisation d'exercer numéro AUT-060-2116-05-24-20170339499 est délivrée à APREGARD, sis 5 rue maldstone, 60000 BEAUVAIS et de numéro SIRET ou autre référence 45181002200025.

Article 2 : Elle autorise son bénéficiaire à exercer la ou les activités privées de sécurité suivantes :
- Surveillance ou gardiennage

Article 3 : En application des articles L612-16 et L612-17 du code de la sécurité intérieure, la présente autorisation d'exercer peut être retirée ou suspendue à tout moment si les conditions initiales de sa délivrance ne sont plus remplies.

Fait à Lille, le 24/05/2017

Pour la Commission locale d'agrément et de contrôle Nord
Le Président

Jean-Christophe BOUVIER

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour former un recours administratif préalable obligatoire auprès de la Commission nationale d'agrément et de contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS), située 2-4-B boulevard Poissonnière - 75 009 PARIS. La Commission nationale statuera sur le fondement de la situation de fait et de droit prévalant à la date de sa décision. Ce recours est obligatoire avant tout recours contentieux. Le recours contentieux peut être exercé auprès du tribunal administratif du lieu de votre résidence dans les deux mois à compter soit de la notification de la décision expresse prise par la Commission nationale d'agrément et de contrôle, soit de l'acquisition de la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par la Commission nationale d'agrément et de contrôle pendant deux mois à compter de la date de la réception du recours administratif préalable obligatoire.



Centre Europe Azur - 323 avenue du Président Hoover - CS 60023 - 59041 Lille Cedex
Téléphone : +33 (0)1.48.22.20.40 - cnaps-nord@interieur.gouv.fr
Établissement public placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur - www.cnaps-securite.fr

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour former un recours administratif préalable obligatoire auprès de la Commission nationale d'agrément et de contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS), située 2-4-B boulevard Poissonnière - 75 009 PARIS. La Commission nationale statuera sur le fondement de la situation de fait et de droit prévalant à la date de sa décision. Ce recours est obligatoire avant tout recours contentieux. Le recours contentieux peut être exercé auprès du tribunal administratif du lieu de votre résidence dans les deux mois à compter soit de la notification de la décision expresse prise par la Commission nationale d'agrément et de contrôle, soit de l'acquisition de la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par la Commission nationale d'agrément et de contrôle pendant deux mois à compter de la date de la réception du recours administratif préalable obligatoire.



Centre Europe Azur - 323 avenue du Président Hoover - CS 60023 - 59041 Lille Cedex
Téléphone : +33 (0)1.48.22.20.40 - cnaps-nord@interieur.gouv.fr
Établissement public placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur - www.cnaps-securite.fr



PRÉFET DE L'OISE

Préfecture
Secrétariat Général
Direction de la réglementation
et des libertés publiques
Bureau de la réglementation et des élections

Arrêté relatif à l'établissement de la liste préparatoire du jury d'assises
année 2018

LE PRÉFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 254 à 267,

VU l'article A36-13 du code de procédure pénale relatif aux listes spéciales des jurés suppléants,

VU les populations légales des communes en vigueur au 1^{er} janvier 2017, établies par l'institut national de la statistique et des études économiques,

CONSIDÉRANT que la population totale du département de l'Oise est actuellement de 838 646 habitants.

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article 260 du code de procédure pénale, la liste du jury comprend un juré pour 1 300 habitants, sans que le nombre de jurés puisse être inférieur à 200,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTÉ:

Article 1er - La liste des jurés pour le département de l'Oise est arrêtée au nombre de 645 membres répartis pour l'année 2018 conformément à l'annexe du présent arrêté.

Article 2 - Le tirage au sort des jurés sera effectué par les maires des communes de plus de 1 300 habitants et par les maires des chefs-lieux de cantons pour les communes regroupées.

Le nombre de jurés tiré au sort devra être le triple de celui mentionné dans l'annexe.

Article 3 - La commission devra dresser une liste spéciale de 150 jurés suppléants résidant dans la ville de Beauvais, siège de la cour d'assises. La mairie de Beauvais a la charge de procéder au tirage au sort de 450 jurés suppléants.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise et les maires du département sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au président du tribunal de grande instance de Beauvais, aux sous-préfets d'arrondissement et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Beauvais, le 28 Aout 2017

Pour le préfet,
Et par délégation,
Le secrétaire général

Blaise GOURTAY

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Cantons de Beauvais | | |
|--|---------------------------|---------|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| Code canton | Nom de la commune | Nb Jury |
| 01 | Beauvais | 43 |
| 01 | Milly-sur-Thérain | 1 |
| 02 | Allonne | 1 |
| 02 | Lachapelle-aux-Pots | 1 |
| 02 | Ons-en-Bray | 1 |
| 02 | Saint-Paul | 1 |
| 02 | Auneuil | 2 |
| 02 | Sérifontaine | 2 |
| Communes regroupées | | |
| 01 | Fouquenties | |
| 01 | Herchies | |
| 01 | Le Mont-Saint-Adrien | |
| 01 | Pierrefitte-en-Beauvaisis | |
| 01 | Saint-Germain-la-Poterie | |
| 01 | Savignies | |
| 02 | Auteuil | |
| 02 | Aux Marais | |
| 02 | Berneuil-en-Bray | |
| 02 | Flavacourt | |
| 02 | Frocourt | |
| 02 | Goincourt | |
| 02 | La Houssoye | |
| 02 | Labosse | |
| 02 | Lalande-en-Son | |
| 02 | Lalandelle | |
| 02 | Le Vaumain | |
| 02 | Le Vauroux | |
| 02 | Porcheux | |
| 02 | Rainvillers | |
| 02 | Saint-Aubin-en-Bray | |
| 02 | Saint-Léger-en-Bray | |
| 02 | Saint-Martin-le-Nœud | |
| 02 | Troussures | |
| 02 | Villers-Saint-Barthélemy | |
| 02 | Wartuis | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Beauvais | | 14 |

-149-

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Chantilly | | |
|---|---------------------|---------|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| Code canton | Nom de la commune | Nb Jury |
| 03 | Saint-Maximin | 3 |
| 03 | Boran-sur-Oise | 2 |
| 03 | Chantilly | 9 |
| 03 | Coye-la-Forêt | 3 |
| 03 | Gouvieux | 7 |
| 03 | Lamorlaye | 7 |
| 03 | Le Mesnil-en-Thelle | 1 |
| Communes regroupées | | |
| 03 | Morangles | |
| 03 | Apremont | |
| 03 | Crouy-en-Thelle | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Chantilly | | 2 |

-150-

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Chaumont en Vexin | | |
|------------------------------------|----------------------------|---|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 04 | Berthecourt | 1 |
| 04 | Cauvigny | 1 |
| 04 | Laboissière-en-Thelle | 1 |
| 04 | Saint-Crépin-Ibouvillers | 1 |
| 04 | Trie-Château | 1 |
| 04 | Chaumont-en-Vexin | 3 |
| 04 | Noailles | 2 |
| 04 | Sainte-Geneviève | 2 |
| Communes regroupées | | |
| 04 | Ponchon | |
| 04 | Saint-Sulpice | |
| 04 | Abbecourt | |
| 04 | Bachivillers | |
| 04 | Beaumont-les-Nonains | |
| 04 | Boissy-Je-Bols | |
| 04 | Bouliers | |
| 04 | Bouconvillers | |
| 04 | Boury-en-Vexin | |
| 04 | Boutencourt | |
| 04 | Chambors | |
| 04 | Chavençon | |
| 04 | Corbeil-Cerf | |
| 04 | Courcelles-lès-Gisors | |
| 04 | Delincourt | |
| 04 | Énencourt-le-Sec | |
| 04 | Énencourt-Léage | |
| 04 | Éragny-sur-Epte | |
| 04 | Fay-les-Étangs | |
| 04 | Fleury | |
| 04 | Fresne-Léguilleon | |
| 04 | Fresneaux-Montchevreuil | |
| 04 | Hadancourt-le-Haut-Clocher | |
| 04 | Hardivillers-en-Vexin | |
| 04 | Hénonville | |
| 04 | Hodenc-l'Évêque | |
| 04 | Ivry-le-Temple | |
| 04 | Jaméricourt | |

-18

| | | |
|---|-------------------------|----|
| 04 | Jouy-sous-Thelle | |
| 04 | La Neuville-d'Aumont | |
| 04 | La Neuville-Garnier | |
| 04 | Lachapelle-Saint-Pierre | |
| 04 | Lattainville | |
| 04 | Lavilleteutre | |
| 04 | Le Coudray-sur-Thelle | |
| 04 | Le Déluge | |
| 04 | Le Mesnil-Théribus | |
| 04 | Liancourt-Saint-Pierre | |
| 04 | Lierville | |
| 04 | Loconville | |
| 04 | Monneville | |
| 04 | Montagny-en-Vexin | |
| 04 | Montjavoult | |
| 04 | Montreuil-sur-Thérain | |
| 04 | Monts | |
| 04 | Mortefontaine-en-Thelle | |
| 04 | Mouchy-le-Châtel | |
| 04 | Neuville-Bosc | |
| 04 | Novillers | |
| 04 | Parnes | |
| 04 | Pouilly | |
| 04 | Reilly | |
| 04 | Ressons-l'Abbaye | |
| 04 | Senots | |
| 04 | Serans | |
| 04 | Silly-Tillard | |
| 04 | Thibivillers | |
| 04 | Tourly | |
| 04 | Trie-la-Ville | |
| 04 | Valdampierre | |
| 04 | Vaudancourt | |
| 04 | Villers-Saint-Sépulcre | |
| 04 | Villers-sur-Trie | |
| 04 | Villotran | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Chaumont en Vexin | | 23 |

-18

Clermont

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Clermont | | |
|--|--------------------------|---|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 05 | Bailleval | 1 |
| 05 | Agnetz | 3 |
| 05 | Breuil-le-Sec | 2 |
| 05 | Breuil-le-Vert | 3 |
| 05 | Fitz-James | 2 |
| 05 | Rantigny | 2 |
| 05 | Liancourt | 6 |
| 05 | Clermont | 8 |
| Communes regroupées | | |
| 05 | Catenoy | |
| 05 | Erquery | |
| 05 | Étouy | |
| 05 | Fouilleuse | |
| 05 | Labryère | |
| 05 | Lamécourt | |
| 05 | Maimbeville | |
| 05 | Nointel | |
| 05 | Rémécourt | |
| 05 | Rosoy | |
| 05 | Saint-Aubin-sous-Erquery | |
| 05 | Verderonne | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Clermont | | |

Compiègne

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Cantons de Compiègne | | |
|---|------------------------|----|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 06 | Attichy | 1 |
| 06 | Clairoix | 2 |
| 06 | Tracy-le-Mont | 1 |
| 06 | Trosly-Breuil | 2 |
| 06 | Choisy-au-Bac | 3 |
| 06 | Margny-lès-Compiègne | 6 |
| 07 | Cuise-la-Motte | 2 |
| 07 | Pierrefonds | 1 |
| 07 | Saint-Sauveur | 1 |
| 07 | Jaux | 2 |
| 07 | La Meux | 2 |
| 07 | Venette | 2 |
| 07 | Lacroix-Saint-Ouen | 4 |
| 06 | Compiègne | 33 |
| Communes regroupées | | |
| 06 | Autrèches | |
| 06 | Berneuil-sur-Aisne | |
| 06 | Bienville | |
| 06 | Bitry | |
| 06 | Couloisy | |
| 06 | Courtieux | |
| 06 | Janville | |
| 06 | Jaulzy | |
| 06 | Moulin-sous-Touvent | |
| 06 | Nampcel | |
| 06 | Rethondes | |
| 06 | Saint-Crépin-aux-Bois | |
| 06 | Saint-Pierre-lès-Bitry | |
| 07 | Armancourt | |
| 07 | Chelles | |
| 07 | Croutoy | |
| 07 | Hautefontaine | |
| 07 | Jonquières | |
| 07 | Lachelle | |
| 07 | Saint-Étienne-Roilaye | |
| 07 | Saint-Jean-aux-Bois | |
| 07 | Vieux-Moulin | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Compiègne | | 8 |

Creil

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Creil | | |
|------------------------------------|---------------------|-------|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 08 | Creil | 27,00 |
| 08 | Verneuil-en-Halatte | 4,00 |

Crépy en Valois

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Crépy en Valois | | |
|---|-------------------------|----|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 09 | Béthisy-Saint-Pierre | 3 |
| 09 | Verberie | 3 |
| 09 | Crépy-en-Valois | 12 |
| Communes regroupées | | |
| 09 | Béthisy-Saint-Martin | |
| 09 | Auger-Saint-Vincent | |
| 09 | Béthancourt-en-Valois | |
| 09 | Bonneuil-en-Valois | |
| 09 | Duvy | |
| 09 | Éméville | |
| 09 | Feigneux | |
| 09 | Fresnoy-la-Rivière | |
| 09 | Glécourt | |
| 09 | Glaignes | |
| 09 | Morienvil | |
| 09 | Néry | |
| 09 | Orouy | |
| 09 | Rocquemont | |
| 09 | Russy-Bémont | |
| 09 | Saint-Vaast-de-Longmont | |
| 09 | Saintines | |
| 09 | Séry-Magneval | |
| 09 | Trumilly | |
| 09 | Vauciennes | |
| 09 | Vaumoise | |
| 09 | Vez | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Crépy en Valois | | 10 |

Estrées saint Denis

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Estrées St Denis | | |
|------------------------------------|-----------------------|---|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 10 | Chevières | 1 |
| 10 | Grandfresnoy | 1 |
| 10 | Longueil-Sainte-Marie | 1 |
| 10 | Remy | 1 |
| 10 | Ressons-sur-Matz | 1 |
| 10 | Tricot | 1 |
| 10 | Villers-sur-Coudun | 1 |
| 10 | Maignelay-Montigny | 2 |
| 10 | Estrées-Saint-Denis | 3 |
| Communes regroupées | | |
| 10 | Antheuil-Portes | |
| 10 | Arsy | |
| 10 | Avrigny | |
| 10 | Bailleul-le-Soc | |
| 10 | Baugy | |
| 10 | Belloy | |
| 10 | Blermont | |
| 10 | Bilincourt | |
| 10 | Boulogne-la-Grasse | |
| 10 | Braisnes-sur-Aronde | |
| 10 | Carly | |
| 10 | Cernoy | |
| 10 | Choisy-la-Victoire | |
| 10 | Coivrel | |
| 10 | Conchy-les-Pots | |
| 10 | Coudun | |
| 10 | Courcelles-Epayelles | |
| 10 | Cressonsacq | |
| 10 | Crèvecœur-le-Petit | |
| 10 | Cuvilly | |
| 10 | Domfront | |
| 10 | Dompierre | |
| 10 | Épineuse | |
| 10 | Ferrières | |
| 10 | Francières | |

- 107

Estrées saint Denis

| | | |
|--|-------------------------|----|
| 10 | Giraumont | |
| 10 | Godenvillers | |
| 10 | Gournay-sur-Aronde | |
| 10 | Grandvillers-aux-Bois | |
| 10 | Hainvillers | |
| 10 | Hémévillers | |
| 10 | Houdancourt | |
| 10 | La Neuville-Roy | |
| 10 | La Neuville-sur-Ressons | |
| 10 | Lataule | |
| 10 | Le Fayel | |
| 10 | Le Frestoy-Vaux | |
| 10 | Le Ployron | |
| 10 | Légiantiers | |
| 10 | Margny-sur-Matz | |
| 10 | Marquéglise | |
| 10 | Ménévillers | |
| 10 | Méry-la-Bataille | |
| 10 | Monchy-Humières | |
| 10 | Montgérain | |
| 10 | Montiers | |
| 10 | Montmartin | |
| 10 | Mortemer | |
| 10 | Moyenneville | |
| 10 | Moyvillers | |
| 10 | Neufvy-sur-Aronde | |
| 10 | Orvillers-Sorel | |
| 10 | Pronleroy | |
| 10 | Ricquebourg | |
| 10 | Rivecourt | |
| 10 | Rouvillers | |
| 10 | Royaucourt | |
| 10 | Sains-Morainvillers | |
| 10 | Saint-Martin-aux-Bois | |
| 10 | Vignemont | |
| 10 | Wacquemoulin | |
| 10 | Welles-Pérennes | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Estrées St Denis | | 19 |

- 108

Grandvilliers

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Grandvilliers | | |
|------------------------------------|-------------------------|---|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 11 | Feuquières | 1 |
| 11 | Formerie | 2 |
| 11 | Marseille-en-Beauvaisis | 1 |
| 11 | Saint-Germer-de-Fly | 1 |
| 11 | Saint-Omer-en-Chaussée | 1 |
| 11 | Grandvilliers | 2 |
| Communes regroupées | | |
| 11 | Moliens | |
| 11 | Songeons | |
| 11 | Abancourt | |
| 11 | Achy | |
| 11 | Bazancourt | |
| 11 | Beaudéduit | |
| 11 | Blacourt | |
| 11 | Blargies | |
| 11 | Blicourt | |
| 11 | Bonnières | |
| 11 | Boutavent | |
| 11 | Bouvresse | |
| 11 | Briot | |
| 11 | Brombos | |
| 11 | Broquiers | |
| 11 | Bulcourt | |
| 11 | Campeaux | |
| 11 | Canny-sur-Thérain | |
| 11 | Cempuis | |
| 11 | Crillon | |
| 11 | Culgy-en-Bray | |
| 11 | Daméraucourt | |
| 11 | Dargies | |
| 11 | Élencourt | |
| 11 | Ernemont-Boutavent | |
| 11 | Escames | |
| 11 | Escles-Saint-Pierre | |
| 11 | Espaubourg | |
| 11 | Fontaine-Lavaganne | |
| 11 | Fontenay-Torcy | |

268

Grandvilliers

| | |
|----|--------------------------|
| 11 | Fouilloy |
| 11 | Gaudechart |
| 11 | Gerberoy |
| 11 | Glatigny |
| 11 | Gourchelles |
| 11 | Grémévillers |
| 11 | Grez |
| 11 | Halloy |
| 11 | Hannaches |
| 11 | Hanvoile |
| 11 | Haucourt |
| 11 | Hautbos |
| 11 | Haute-Épine |
| 11 | Hécourt |
| 11 | Héricourt-sur-Thérain |
| 11 | Hétomesnil |
| 11 | Hodenc-en-Bray |
| 11 | La Neuville-sur-Oudeuil |
| 11 | La Neuville-Vault |
| 11 | Lachapelle-sous-Gerberoy |
| 11 | Lannoy-Cuillère |
| 11 | Lavacquerie |
| 11 | Laverrière |
| 11 | Le Coudray-Saint-Germer |
| 11 | Le Hamel |
| 11 | Le Mesnil-Conteville |
| 11 | Lhéraule |
| 11 | Lihus |
| 11 | Loueuse |
| 11 | Martincourt |
| 11 | Monceaux-l'Abbaye |
| 11 | Morvillers |
| 11 | Mureaumont |
| 11 | Offoy |
| 11 | Omécourt |
| 11 | Oudeuil |
| 11 | Pisseleu |
| 11 | Prévillers |
| 11 | Puiseux-en-Bray |
| 11 | Quincampoix-Fleuzy |
| 11 | Romescamps |
| 11 | Rothois |
| 11 | Roy-Boissy |

160

Grandvilliers

| | | |
|---|-------------------------|----|
| 11 | Saint-Arnoult | |
| 11 | Saint-Deniscourt | |
| 11 | Saint-Maur | |
| 11 | Saint-Pierre-es-Champs | |
| 11 | Saint-Quentin-des-Prés | |
| 11 | Saint-Samson-la-Poterie | |
| 11 | Saint-Thibault | |
| 11 | Saint-Valery | |
| 11 | Sarcus | |
| 11 | Sarnois | |
| 11 | Senantes | |
| 11 | Sommereux | |
| 11 | Sully | |
| 11 | Talmonniers | |
| 11 | Thérines | |
| 11 | Thieuloy-Saint-Antoine | |
| 11 | Villebray | |
| 11 | Villers-sur-Auchy | |
| 11 | Villers-sur-Bonnrières | |
| 11 | Villers-Vermont | |
| 11 | Vrocourt | |
| 11 | Wambiez | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Grandvilliers | | 24 |

- 102

Méru

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Méru | | |
|--|------------------------|----|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 12 | Amblainville | 1 |
| 12 | Ercuis | 1 |
| 12 | Esches | 1 |
| 12 | Lormaison | 1 |
| 12 | Andeville | 3 |
| 12 | Neully-en-Thelle | 3 |
| 12 | Bornel | 4 |
| 12 | Chambly | 8 |
| 12 | Méru | 11 |
| Communes regroupées | | |
| 12 | Villeneuve-les-Sablons | |
| 12 | Belle-Église | |
| 12 | Dieudonné | |
| 12 | Fresnoy-en-Thelle | |
| 12 | Puiseux-le-Hauberger | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Méru | | 4 |

- 105

Montataire

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Montataire | | |
|--|------------------------|----|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 13 | Balagny-sur-Thérain | 1 |
| 13 | Uilly-Saint-Georges | 1 |
| 13 | Précý-sur-Oise | 3 |
| 13 | Villers-sous-Saint-Leu | 2 |
| 13 | Cires-lès-Mello | 3 |
| 13 | Saint-Leu-d'Esserent | 4 |
| 13 | Montataire | 10 |
| Communes regroupées | | |
| 13 | Cramolsy | |
| 13 | Blaincourt-lès-Précý | |
| 13 | Saint-Vaast-lès-Mello | |
| 13 | Foulangues | |
| 13 | Maysef | |
| 13 | Mello | |
| 13 | Rousseloy | |
| 13 | Thiverny | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Montataire | | |

Mouy

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Mouy | | |
|--|--------------------------|----|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 14 | Bailleul-sur-Thérain | 2 |
| 14 | Neuilly-sous-Clermont | 1 |
| 14 | Bury | 3 |
| 14 | Hermes | 2 |
| 14 | Bresles | 4 |
| 14 | Mouy | 4 |
| Communes regroupées | | |
| 14 | Angy | |
| 14 | Cambronne-lès-Clermont | |
| 14 | Laversines | |
| 14 | Tillé | |
| 14 | Troissereux | |
| 14 | Ansacq | |
| 14 | Bonlier | |
| 14 | Fontaine-Saint-Lucien | |
| 14 | Fouquerolles | |
| 14 | Guignecourt | |
| 14 | Haudivillers | |
| 14 | Heilles | |
| 14 | Hondaïnville | |
| 14 | Juvignies | |
| 14 | La Neuville-en-Hez | |
| 14 | La Rue-Saint-Pierre | |
| 14 | Lafraye | |
| 14 | Le Fay-Saint-Quentin | |
| 14 | Litz | |
| 14 | Maisoncelle-Saint-Pierre | |
| 14 | Nivillers | |
| 14 | Oroër | |
| 14 | Rémérangles | |
| 14 | Rochy-Condé | |
| 14 | Saint-Félix | |
| 14 | Therdonne | |
| 14 | Thury-sous-Clermont | |
| 14 | Velennes | |
| 14 | Verderel-lès-Sauqueuse | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Mouy | | 14 |

Nanteuil le Haudouin

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Nanteuil le Haudouin | | |
|------------------------------------|--------------------------|---|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 15 | Lagny-le-Sec | 2 |
| 15 | Mareuil-sur-Ouq | 1 |
| 15 | Le Plessis-Belleville | 3 |
| 15 | Nanteuil-le-Haudouin | 3 |
| Communes regroupées | | |
| 15 | Betz | |
| 15 | Silly-le-Long | |
| 15 | Ver-sur-Launette | |
| 15 | Acy-en-Multien | |
| 15 | Antilly | |
| 15 | Autheuil-en-Valois | |
| 15 | Bargny | |
| 15 | Baron | |
| 15 | Boissy-Fresnoy | |
| 15 | Borest | |
| 15 | Bouillancy | |
| 15 | Boullarre | |
| 15 | Boursonne | |
| 15 | Brégy | |
| 15 | Chèverville | |
| 15 | Cuvergnon | |
| 15 | Ermenonville | |
| 15 | Étavigny | |
| 15 | Ève | |
| 15 | Fontaine-Chaalis | |
| 15 | Fresnoy-le-Luat | |
| 15 | Gondreville | |
| 15 | Ivors | |
| 15 | La Villeneuve-sous-Thury | |
| 15 | Lévignen | |
| 15 | Marolles | |
| 15 | Montagny-Sainte-Félicité | |
| 15 | Montlognon | |
| 15 | Neufchelles | |
| 15 | Ognes | |

Nanteuil le Haudouin

| | | |
|--|----------------------|----|
| 15 | Ormoy-le-Davien | |
| 15 | Ormoy-Villers | |
| 15 | Péroy-les-Gombries | |
| 15 | Rééz-Fosse-Martin | |
| 15 | Rosières | |
| 15 | Rosoy-en-Multien | |
| 15 | Rouville | |
| 15 | Rouvres-en-Multien | |
| 15 | Thury-en-Valois | |
| 15 | Varinfroy | |
| 15 | Versigny | |
| 15 | Villers-Saint-Genest | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Nanteuil le Haudouin | | 16 |

Nogent sur Oise

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Nogent sur Oise | | |
|------------------------------------|--------------------|----|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 16 | Cauffry | 2 |
| 16 | Laigneville | 3 |
| 16 | Mogneville | 1 |
| 16 | Monchy-Saint-Éloi | 2 |
| 16 | Nogent-sur-Oise | 15 |
| 16 | Villers-Saint-Paul | 5 |

Noyon

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Noyon | | |
|------------------------------------|------------------------|----|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 17 | Carlepont | 1 |
| 17 | Guiscard | 1 |
| 17 | Noyon | 11 |
| Communes regroupées | | |
| 17 | Appilly | |
| 17 | Babœuf | |
| 17 | Beaugies-sous-Bois | |
| 17 | Beaurains-lès-Noyon | |
| 17 | Béhéricourt | |
| 17 | Berlancourt | |
| 17 | Brétigny | |
| 17 | Bussy | |
| 17 | Caisnes | |
| 17 | Campagne | |
| 17 | Catigny | |
| 17 | Crisolles | |
| 17 | Cuts | |
| 17 | Flavy-le-Meldeux | |
| 17 | Fréniches | |
| 17 | Frétoy-le-Château | |
| 17 | Genvry | |
| 17 | Golancourt | |
| 17 | Grandrû | |
| 17 | Larbroye | |
| 17 | Libermont | |
| 17 | Maucourt | |
| 17 | Mondescourt | |
| 17 | Morincourt | |
| 17 | Muirancourt | |
| 17 | Passel | |
| 17 | Le Plessis-Patte-d'Oie | |
| 17 | Pont-l'Évêque | |
| 17 | Pontoise-lès-Noyon | |
| 17 | Porquéricourt | |
| 17 | Quesmy | |

Noyon

| | | |
|---|------------|----|
| 17 | Salency | |
| 17 | Sempigny | |
| 17 | Sermaize | |
| 17 | Suzoy | |
| 17 | Varesnes | |
| 17 | Vauchelles | |
| 17 | Ville | |
| 17 | Villeselve | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Noyon | | 13 |

169

Pont Saint Maxence

| |
|---------------------------|
| JURY D'ASSISES ANNEE 2018 |
|---------------------------|

| | | |
|--|-------------------------|----|
| Canton de Pont Ste Maxence | | |
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 18 | Angicourt | 1 |
| 18 | Brenouille | 2 |
| 18 | Cinquieux | 1 |
| 18 | Rieux | 1 |
| 18 | Sacy-le-Grand | 1 |
| 18 | Saint-Martin-Longueau | 1 |
| 18 | Pontpoint | 3 |
| 18 | Pont-Sainte-Maxence | 10 |
| Communes regroupées | | |
| 18 | Les Ageux | |
| 18 | Barbery | |
| 18 | Bazicourt | |
| 18 | Beaurepaire | |
| 18 | Brasseuse | |
| 18 | Monceaux | |
| 18 | Montépilloy | |
| 18 | Ognon | |
| 18 | Raray | |
| 18 | Rhuls | |
| 18 | Roberval | |
| 18 | Rully | |
| 18 | Sacy-le-Petit | |
| 18 | Villeneuve-sur-Verberie | |
| 18 | Villers-Saint-Frambourg | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Pont Ste Maxence | | 5 |

179

Saint Just en Chaussée

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de St Just en Chaussée | | |
|------------------------------------|------------------------|---|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 19 | Crèvecœur-le-Grand | 3 |
| 19 | Breteuil | 4 |
| 19 | Saint-Just-en-Chaussée | 5 |
| Communes regroupées | | |
| 19 | Ansauvillers | |
| 19 | Avrechy | |
| 19 | Ravenel | |
| 19 | Wavignies | |
| 19 | Abbeville-Saint-Lucien | |
| 19 | Airion | |
| 19 | Angivillers | |
| 19 | Auchy-la-Montagne | |
| 19 | Bacouël | |
| 19 | Beauvoir | |
| 19 | Blancfossé | |
| 19 | Bonneuil-les-Eaux | |
| 19 | Bonvillers | |
| 19 | Broyes | |
| 19 | Brunvillers-la-Motte | |
| 19 | Bucamps | |
| 19 | Bulles | |
| 19 | Campremy | |
| 19 | Catheux | |
| 19 | Catillon-Fumechon | |
| 19 | Chepoix | |
| 19 | Choqueuse-les-Bénards | |
| 19 | Conteville | |
| 19 | Cormelles | |
| 19 | Croissy-sur-Celle | |
| 19 | Cuignières | |
| 19 | Doméliers | |
| 19 | Erquinvillers | |
| 19 | Esquennoy | |
| 19 | Essulles | |
| 19 | Fléchy | |

- 126

Saint Just en Chaussée

| | |
|----|----------------------------|
| 19 | Fontaine-Bonneleau |
| 19 | Fournival |
| 19 | Francastel |
| 19 | Froissy |
| 19 | Gannes |
| 19 | Gouy-les-Groseillers |
| 19 | Hardivillers |
| 19 | La Hérelle |
| 19 | La Neuville-Saint-Pierre |
| 19 | Lachaussée-du-Bois-d'Écu |
| 19 | Le Crocq |
| 19 | Le Gallet |
| 19 | Le Mesnil-Saint-Firmin |
| 19 | Le Mesnil-sur-Bulles |
| 19 | Le Plessier-sur-Bulles |
| 19 | Le Plessier-sur-Saint-Just |
| 19 | Le Quesnel-Aubry |
| 19 | Le Saulchoy |
| 19 | Lieuvillers |
| 19 | Luchy |
| 19 | Maisoncelle-Tuilerie |
| 19 | Maulers |
| 19 | Montreuil-sur-Brèche |
| 19 | Mory-Montcruix |
| 19 | Muldorge |
| 19 | Nolrémont |
| 19 | Noroy |
| 19 | Nourard-le-Franc |
| 19 | Noyers-Saint-Martin |
| 19 | Ourset-Maison |
| 19 | Paillart |
| 19 | Plainval |
| 19 | Plainville |
| 19 | Puits-la-Vallée |
| 19 | Quinquempaix |
| 19 | Retuil-sur-Brèche |
| 19 | Rocquencourt |
| 19 | Rotangy |
| 19 | Rouvroy-les-Merles |
| 19 | Saint-André-Farivillers |
| 19 | Saint-Remy-en-l'Eau |
| 19 | Sainte-Eusoye |
| 19 | Sérévillers |

- 125

Saint Just en Chaussée

| | | |
|---|-----------------|----|
| 19 | Tartigny | |
| 19 | Thieux | |
| 19 | Troussencourt | |
| 19 | Valescourt | |
| 19 | Vendeuil-Caply | |
| 19 | Vieuvillers | |
| 19 | Villers-Vicomte | |
| Jurés tirés au sort par le maire de St Just en Chaussée | | 24 |

Senlis

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Senlis | | |
|--|-----------------------|----|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 20 | Fleurines | 1 |
| 20 | Plailly | 1 |
| 20 | Vineuil-Saint-Firmin | 1 |
| 20 | La Chapelle-en-Serval | 2 |
| 20 | Orry-la-Ville | 3 |
| 20 | Senlis | 12 |
| Communes regroupées | | |
| 20 | Aumont-en-Halatte | |
| 20 | Avilly-Saint-Léonard | |
| 20 | Chamant | |
| 20 | Courteuil | |
| 20 | Mont-l'Évêque | |
| 20 | Mortefontaine | |
| 20 | Pontarmé | |
| 20 | Thiers-sur-Thève | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Senlis | | 5 |

Thourotte

JURY D'ASSISES ANNEE 2018

| Canton de Thourotte | | |
|------------------------------------|-----------------------------|---|
| Communes de plus de 1300 habitants | | |
| 21 | Cambronne-lès-Ribécourt | 1 |
| 21 | Lassigny | 1 |
| 21 | Le Plessis-Brion | 1 |
| 21 | Longueil-Annel | 2 |
| 21 | Ribécourt-Dreslincourt | 3 |
| 21 | Thourotte | 4 |
| Communes regroupées | | |
| 21 | Chiry-Ourscamp | |
| 21 | Tracy-le-Val | |
| 21 | Amy | |
| 21 | Avricourt | |
| 21 | Bailly | |
| 21 | Beaulieu-les-Fontaines | |
| 21 | Candor | |
| 21 | Cannectancourt | |
| 21 | Canny-sur-Matz | |
| 21 | Chevincourt | |
| 21 | Crapeaumesnil | |
| 21 | Cuy | |
| 21 | Dives | |
| 21 | Écuvilly | |
| 21 | Élincourt-Sainte-Marguerite | |
| 21 | Évricourt | |
| 21 | Freshnières | |
| 21 | Gury | |
| 21 | Laberlière | |
| 21 | Lagny | |
| 21 | Machemont | |
| 21 | Marest-sur-Matz | |
| 21 | Mareuil-la-Motte | |
| 21 | Margny-aux-Cerises | |
| 21 | Mélicocq | |
| 21 | Montmacq | |
| 21 | Ognolles | |
| 21 | Pimprez | |
| 21 | Plessis-de-Roye | |
| 21 | Roye-sur-Matz | |

-195-

Thourotte

| | | |
|---|----------------------|----|
| 21 | Saint-Léger-aux-Bois | |
| 21 | Solente | |
| 21 | Thiescourt | |
| 21 | Vandélicourt | |
| Jurés tirés au sort par le maire de Thourotte | | 14 |

-196-